

VILLE D'AUCH



AUCH

La Gascogne au cœur

Service des Assemblées

tél : 05 62 61 65 62

martine.amsellem@mairie-auch.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU GERS

Auch, le 15 septembre 2014

Mmes et MM. les Conseillers Municipaux

Madame et Chère Collègue,
Monsieur et Cher Collègue,

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal se réunira en séance publique à l'Hôtel de Ville, salle des Illustres, le

Lundi 22 septembre 2014 à 20 h 30

pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Madame et Chère Collègue, Monsieur et Cher Collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



le Maire,

Franck MONTAUGÉ

HÔTEL DE VILLE
Place de la Libération
BP 90321
32007 Auch Cedex
Tél. 05 62 61 66 00
Fax 05 62 05 16 60
www.mairie-auch.fr

VILLE D'AUCH



AUCH

La Gascogne au cœur

CONSEIL MUNICIPAL

LUNDI 22 SEPTEMBRE 2014 A 20 H 30

- R A P P O R T S -

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 22 Septembre 2014 à 20 h 30

- Ordre du jour -

I - Décisions municipales	M. le Maire
Décisions municipales n° 2014-46 à 2014-83	
II - Administration générale, gestion de l'espace public, vie des quartiers et participation citoyenne	Nadine AURENSAN
1. Approbation du règlement intérieur du conseil municipal	
2. Protection sociale complémentaire - Contrat de prévoyance	
3. Organisation des élections professionnelles	
4. Dépôt des registres d'état civil de plus de 100 ans aux archives départementales du Gers	
5. Groupement de commande pour la fourniture d'équipements et de services de reprographie et impressions	
6. OCU - rénovation des devantures commerciales - 2ème attribution de subventions 2014 (septembre)	Raymonde BONALDO
7. OCU : poursuite de l'action favorisant la rénovation des devantures commerciales	
III - Urbanisme, grands travaux, patrimoine, eau et assainissement	Christian LAPREBENDE
1. PLU - Approbation de la modification simplifiée n° 1	
2. Cession de délaissés fonciers place de l'ancien Foirail	
3. Echange de parcelles de terrain situées avenue Sambre et Meuse	
4. Vente d'un délaissé foncier chemin de la Tourette	
5. Rue Sue et Pasteur : constitution de servitude de passage de canalisation souterraine au profit de la commune d'Auch	
6. Quartier Espagne : constitution de servitude de passage de canalisations souterraines	
7. Chemin de l'Hermitage : constitution de servitude de passage de canalisation souterraine au profit de la commune d'Auch	
8. Cession d'une ensemble immobilier rue de La Convention	
9. Cession de l'immeuble situé 24 rue Vieille Pousterle	
10. Cession de l'immeuble situé 18 rue Daumesnil	
11. Caserne Lannes - Convention de servitude entre ERDF et la commune d'Auch	
12. Convention de travaux à caractère industriel (TCI) Ecole-Client entre le Lycée polyvalent "Le Garros" et la commune pour la réalisation de mobilier urbain sur le parvis du Lycée Pardailhan	
13. Création d'un groupement de commandes CIAS-GAA-Commune d'Auch pour les différents services et fournitures d'équipements dans les bâtiments	
14. Validation du Plan de prévention du bruit dans l'environnement	
15. Opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique et organique issue des activités économiques sur le territoire de la commune d'Auch Contrat pluriannuel 2014-2018 entre l'Agence de l'Eau, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers, l'Union des Artisans du Gers, le Conseil National des professions de l'Automobile et la Commune d'Auch concernant l'aide aux travaux d'équipement des petites et moyennes entreprises	Jean FALCO

IV - Habitat et logement social	Patrick FUEYO
1. Convention de partenariat entre l'ALOEJEG (association pour le logement des jeunes dans le Gers), la commune, le département, et la chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers	
2. Poursuite de l'aide à la rénovation des façades	
3. 5 ^{ème} OPAH RU - rénovation de façades - 4ème attribution 2014 (septembre)	
4. 5 ^{ème} OPAH RU - aides aux propriétaires-occupants modestes, très modestes et "travaux d'adaptation" - 4ème attribution 2014 (septembre)	
5. 5 ^{ème} OPAH RU - aides aux propriétaires-bailleurs pour la production de logements conventionnés sociaux et très sociaux - 3ème attribution 2014 (septembre)	
V - Sports et loisirs	André LARAN
Attribution de subventions aux associations (programme sport et santé)	

I - DECISIONS MUNICIPALES

Depuis la séance du conseil municipal du 30 juin 2014, les décisions municipales suivantes ont été prises :

- N° 2014-46 - Convention de mise à disposition précaire de matériel, au profit de l'association Auch-Memmingen et de l'Association de Jumelage d'Auch avec une Ville Espagnole (AJAVE)
- N° 2014-47 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association ISO
- N° 2014-48 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « LA BOITE A DIRES - Cie Clo Lestrade»
- N° 2014-49 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'Union Cyclotouriste Auscitaine
- N° 2014-50 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « Foyer des Jeunes et d'Education Populaire »
- N° 2014-51 - Amélioration de l'isolation thermique des écoles - Marché de travaux
- N° 2014-52 - Convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « Atelier du vélo pour tous »
- N° 2014-53 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'Association Auch Football
- N° 2014-54 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'Association « Amnesty International - Section du Gers »
- N° 2014-55 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit de l'association « Raid Bike »
- N° 2014-56 - Travaux de rénovation du Gymnase Mathalin - Avenants n° 2 au lot 1 et n° 1 aux lots 5, 7 et 11
- N° 2014-57 - Mise en vente de matériels d'entretien d'espaces verts
- N° 2014-58 - Convention de mise à disposition précaire d'un terrain au Syndicat Mixte de Gestion de l'Aéroport Auch Gers
- N° 2014-59 - Révision des tarifs des restaurants scolaires - Année scolaire 2014-2015
- N° 2014-60 - Convention d'occupation provisoire d'un local, établie avec des associations auscitaines (rez-de-chaussée des Cordeliers)
- N° 2014-61 - Convention d'occupation provisoire d'un local, établie avec des associations auscitaines (salle d'Embats)
- N° 2014-62 - Convention d'occupation provisoire d'un local, établie avec des associations auscitaines (salle du rez-de-chaussée de Cuzin)
- N° 2014-63 - Rénovation du revêtement du fronton de Pala - Avenant n° 1
- N° 2014-64 - Résiliation d'une convention de mise à disposition d'un logement situé rue Pelletier d'Oisy
- N° 2014-65 - Remplacement de menuiseries extérieures dans les écoles - Marché de travaux
- N° 2014-66 - Elagage, abattage et dessouchage d'arbres - conclusion du marché
- N° 2014-67 - Travaux de réfection de chaussée chemins de la Réthourie, Caillaouere et Embats - Conclusion du marché
- N° 2014-68 - Avenant à la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « le Foyer de la Hourre »
- N° 2014-69 - Maitrise d'œuvre pour la réalisation de travaux d'extension des vestiaires « A Pitous » - Conclusion du marché
- N° 2014-70 - Maîtrise d'œuvre pour les travaux de renouvellement des canalisations d'eau potable et d'eaux usées et réfection des trottoirs rue Eugène Sue à Auch - Avenant n° 1
- N° 2014-71 - Convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « Arc Auscitain »
- N° 2014-72 - Désamiantage des locaux de bureau rue Guynemer - Marché de travaux

- N° 2014-73 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire de locaux et d'installations sportives au profit de la SASP Football Club Auch-Gers pour la saison 2014-2015
- N° 2014-74 - Convention d'occupation provisoire d'un local, établie avec l'association Otaku No Team (rez-de-chaussée des Cordeliers)
- N° 2014-75 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit du groupe d'Auch « scouts de France »
- N° 2014-76 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un terrain, au profit du Club d'éducation canine d'Auch
- N° 2014-77 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local, au profit de l'association « Groupe auscitain de spéléologie »
- N° 2014-78 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit de l'association REGAR
- N° 2014-79 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit des associations « Auch-Francas » et « Francas du Gers »
- N° 2014-80 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit des associations : « JPA » -« OCCE 32 » « Eclaireuses/Eclaireurs de France »
- N° 2014-81 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit de l'association « Auch Billard »
- N° 2014-82 - Renouvellement de la convention de mise à disposition précaire d'un local au profit des associations « Club Subaquatique » et « O'Bulle »
- N° 2014-83 - Maîtrise d'œuvre pour la démolition d'un bâtiment 22 et 24 rue de lorraine - avenant n° 1

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

1. APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Code général des collectivités territoriales, dans son article L2121-8 demande aux conseils municipaux de se doter dans les 6 mois suivant leur installation d'un règlement intérieur qui précise, au-delà des dispositions légales, les conditions de leur fonctionnement.

Le règlement proposé, d'une part, reprend pour beaucoup les dispositions contenues dans l'édition antérieure et appliquée durant le précédent mandat et d'autre part, actualise certaines autres dispositions pour tenir compte, notamment des évolutions réglementaires.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le règlement intérieur du conseil municipal, ci-annexé.

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

2. PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE - CONTRAT DE PREVOYANCE

Sélection du prestataire et des garanties retenues au titre de la convention de participation

Détermination du montant de la participation employeur

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Lors de sa séance du 5 mai 2014, le conseil municipal a approuvé la mise en œuvre d'une convention de participation en prévoyance ainsi que le cahier des charges permettant d'organiser la procédure de consultation des opérateurs.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et après avoir recueilli l'avis du Comité Technique,

il est proposé au conseil municipal :

- de RETENIR
 - . l'offre de la Mutuelle Nationale Territoriale ;
 - . les garanties suivantes : indemnité journalière (niveau 1) et invalidité (niveau 2) avec un taux d'indemnisation de 95 % (traitement indiciaire ; nouvelle bonification indiciaire et régime indemnitaire) ;
- d'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à signer la convention de participation à intervenir.

Il est également proposé au conseil municipal :

- de RETENIR les modalités de participation suivantes :
 - . chaque agent souscrivant à la convention de participation percevra un montant brut mensuel de 16,64 € soit 15,34 € net (le montant de la participation ne pourra pas dépasser le montant de la cotisation) ;
 - . la participation de l'employeur sera octroyée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents non titulaires recrutés sur le fondement de l'article 3-3 al 2, 3, 7 et 8 de la loi 84-53 du 26/01/84 ;
 - . la participation sera versée directement aux agents.

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

3. ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Délibération fixant le nombre de représentants du personnel, instituant le paritarisme et accordant voix délibérative au collège employeur au sein du Comité Technique (C.T.) et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.)

Des élections professionnelles seront organisées le 4 décembre 2014 pour élire des représentants du personnel dans les différents organes consultatifs : commissions administratives paritaires ; comité technique ainsi que pour désigner des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Conformément aux dispositions réglementaires, l'assemblée délibérante doit déterminer, après avis des organisations syndicales, et au moins 10 semaines avant la date du scrutin du 4 décembre 2014 (soit avant le 24 septembre 2014), le nombre de représentants des personnels et de l'administration au sein de ces organes.

L'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2014 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel au sein du C.T. et C.H.S.C.T. est de 333 agents.

Cet effectif permet de fixer entre 3 et 5 le nombre de représentants pour le C.T. et entre 3 et 10 le nombre de représentants pour le C.H.S.C.T..

La consultation des organisations syndicales est intervenue le 25 juillet 2014, soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin du 4 décembre 2014.

Il est donc proposé au conseil municipal :

1. de FIXER, pour les élections professionnelles 2014, le nombre de représentants titulaires du personnel à 5 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) pour le comité technique ;
2. de DECIDER, pour le comité technique, d'un paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège des employeurs identique à celui du collège des représentants du personnel ;
3. de DECIDER d'un recueil par le comité technique, de l'avis des représentants du collège employeur en leur accordant voix délibérative ;
4. de FIXER, pour les élections professionnelles 2014, pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, le nombre de représentants titulaires du personnel à 5 (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) ;
5. de DECIDER, pour le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, d'un paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants du collège des employeurs identique à celui du collège des représentants du personnel ;
6. de DECIDER d'un recueil par le comité d'hygiène, de sécurité et des Conditions de Travail de l'avis des représentants du collège employeur en leur accordant voix délibérative.

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

4. DÉPÔT DES REGISTRES D'ÉTAT CIVIL DE PLUS DE 100 ANS AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU GERS

Les documents d'état civil conservés dans les archives des communes de 2 000 habitants ou plus peuvent être déposés par le maire, après délibération du conseil municipal, aux archives du département en application des articles L 212-11 et L 212-12 du code du patrimoine.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'AUTORISER le dépôt aux archives départementales du Gers :
 - du registre des tables décennales couvrant la période 1903-1913 ;
 - du registre des naissances couvrant la période 1911-1912 ;
 - du registre des mariages couvrant la période 1908-1912 ;
 - du registre des décès couvrant la période 1908-1912.

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

5. GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES DE REPROGRAPHIES ET IMPRESSIONS

La création d'un groupement de commandes entre l'agglomération du Grand Auch, la ville d'Auch et le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch est envisagé pour la fourniture de :

- matériel de reprographie et impression acheté ou loué ;
- maintenance du matériel ;
- fourniture des consommables ;
- système de contrôle et de comptabilisation des consommations.

Ce groupement permettra de faciliter et d'homogénéiser les achats et d'obtenir des tarifs avantageux.

La ville d'Auch, représentée par son Maire, sera désignée comme coordonnateur de l'exécution de toutes les opérations relatives au groupement de commandes.

Le coordonnateur sera tenu de rendre compte de l'avancement de l'exécution auprès de chaque représentant des signataires.

Les montants annuels ne pourront dépasser les montants inscrits au budget de chacune des collectivités.

Les missions exercées par le coordonnateur dans ce cadre ne donneront pas lieu à rémunération.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le principe de la création d'un groupement de commandes entre GAA, la Ville d'Auch et le Centre Intercommunal d'Action Sociale, pour la fourniture d'équipements et de services de reprographie et impressions ;
- d'APPROUVER la convention ci-annexée, établie pour une durée de 5 ans, et AUTORISER M. le Maire ou son représentant à la signer ;
- d'APPROUVER la désignation de M. le Maire en tant que coordonnateur du groupement.

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES DE REPROGRAPHIES ET IMPRESSIONS

- Vu l'article 8 du code des Marchés publics
- Vu la délibération du conseil de l'agglomération du Grand Auch en date du //2014
- Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Auch en date du //2014
- Vu la délibération du conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch en date du //2014

Objet de la convention

Il est décidé la création d'un groupement de commandes entre les collectivités et organismes territoriaux suivants :

- Agglomération du Grand Auch, représentée par son vice-président
- Ville d'Auch, représentée par son Maire
- Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch, représenté par son vice-président

Le Code des Marchés Publics, et plus particulièrement son article 8, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

La présente convention vise à définir les conditions d'achat de fournitures et de services, pour les trois signataires, dans les domaines suivants :

- Matériel de reprographie et impression acheté ou loué
- Maintenance du matériel
- Fourniture des consommables
- Système de contrôle et de comptabilisation des consommations

La Ville d'Auch, représentée par son Maire, est désignée comme coordonnateur chargé de l'exécution de toutes les opérations relatives au groupement de commandes.

Coordonnateur du groupement et missions

Le coordonnateur est en charge des achats du groupement. A ce titre il assurera le lancement des consultations nécessaires conformément aux règles définies en matière d'achat par le coordonnateur :

- l'élaboration des dossiers de consultation
- la diffusion publicitaire
- la transmission des dossiers aux candidats
- l'information des candidats
- la réception des offres
- l'analyse des offres
- la présentation du rapport d'analyse à la Commission des marchés
- la signature des marchés correspondants
- la notification aux titulaires

La commission des marchés ou la commission d'appel d'offres compétente sera celle du coordonnateur

Les frais associés aux consultations et à leur organisation restent à la charge du coordonnateur.

Le coordonnateur est tenu de rendre compte de l'avancement des consultations auprès de chaque représentant des signataires.

Le coordonnateur assure également le suivi de l'exécution des marchés afférents :

- centralisation des commandes des signataires du groupement
- Transmission des commandes aux titulaires des marchés
- Réception des commandes et transmission aux signataires

Les missions du coordonnateur exercées dans le cadre de la présente convention, ne donne pas lieu à rémunération.

Gestionnaire du groupement et missions

Le coordonnateur autorise un gestionnaire à assurer ses missions relatives au groupement de commandes. A ce titre, celui-ci est chargé de toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement du groupement de commandes.

Du fait de ses interventions dans la mise en œuvre des systèmes informatiques et téléphoniques des trois signataires, le service informatique de la Mairie d'Auch est proposé par le coordonnateur pour cette fonction.

Missions des membres du groupement

Les signataires définissent la nature et le volume des besoins à satisfaire, qu'ils adressent au gestionnaire pour la passation des commandes.

Les signataires laissent au gestionnaire le choix des modèles d'équipements commandés afin de garantir leur compatibilité avec l'architecture et les matériels déjà en place.

Création du groupement

Chaque membre approuve la constitution du groupement de commandes par délibération de son assemblée délibérante puis par la signature de la présente convention. Une copie de la délibération ou de la décision est transmise au coordonnateur du groupement de commandes.

Durée du Groupement

Le groupement est conclu à compter de la date de signature du présent acte pour une durée de 5 ans.

Retrait

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des marchés du groupement en cours d'exécution.

Le retrait d'un seul des membres ne produit pas d'effet quant à la validité de la convention entre les deux autres parties.

Participation

Aucune participation des membres du groupement aux frais de gestion de ce dernier n'est demandée.

Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsqu'elle est approuvée par l'ensemble des membres du groupement. Elle est actée par avenant à la présente convention.

Pour l'agglomération du Grand Auch

Le vice-président,

Pour la Ville d'Auch

Le Maire,

Pour le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch

Le vice-président,

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

6. OPERATION COLLECTIVE URBAINE - RENOVATION DES DEVANTURES COMMERCIALES 2^{EME} ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS 2014 (SEPTEMBRE)

Approuvée par délibération du conseil municipal du 16 décembre 2010, l'Opération Collective Urbaine a été lancée le 1^{er} janvier 2013. Cette opération intègre l'action menée par la commune depuis 2002 en faveur des devantures commerciales.

Cette action, qui vise à harmoniser les devantures, améliorer le cadre de vie et l'image du commerce auscitain, porte également sur des travaux de mise en sécurité et accessibilité des locaux commerciaux/artisanaux aux personnes à mobilité réduite.

Les commerçants/artisans concernés bénéficient ainsi de subventions plus élevées du fait de la participation de l'Etat, au titre du FISAC, qui vient compléter à part égale l'aide de la commune.

Le suivi de cette action, dans le cadre de l'OCU, est assuré par un comité de pilotage, chargé d'une part, d'attribuer les aides de l'Etat aux porteurs de projet et d'autre part, de proposer les aides complémentaires de la commune, sur la base suivante :

Le taux maximal de subvention est fixé à :

- dans le périmètre principal : 60 % du coût HT des travaux, étant précisé que l'aide attribuée est plafonnée à 6 500 €,
- dans le périmètre sensible : 60 % du coût HT des travaux, étant précisé que l'aide attribuée est plafonnée à 8 000 €,

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal,
Dans le cadre de l'Opération Collective Urbaine,

- d'ALLOUER aux commerçants/artisans, ci-après désignés, une aide à la rénovation des devantures commerciales, sur la base des propositions faites par le comité de pilotage :

Bénéficiaires	Adresse de l'établissement	Montant HT des travaux subventionnables	Subvention attribuée par la ville	Subvention FISAC (pour information)	Taux global
SARL ROPAT - Bar le Massena - (M. Colombié)	15 avenue Alsace	24 425,24 €	4 616,29 €	1 883,71 €	30 % (plafond)
SARL SANTROMAT - boutique Sergent Major (Mme Delbert)	5 avenue Alsace	13 797,03 €	4 139,00 €		30 %

Il est précisé que le versement de ces aides interviendra sur présentation des justificatifs des travaux réalisés (factures acquittées) et après visite de conformité, effectuée par les services techniques municipaux.

II - ADMINISTRATION GENERALE, GESTION DE L'ESPACE PUBLIC, VIE DES QUARTIERS ET PARTICIPATION CITOYENNE

7. OPERATION COLLECTIVE URBAINE - POURSUITE DE L'ACTION FAVORISANT LA RENOVATION DES DEVANTURES COMMERCIALES

Par délibération du 16 décembre 2010, le conseil municipal a approuvé la mise en œuvre de la phase opérationnelle de l'Opération Collective Urbaine (OCU) ainsi que son plan de financement.

La tranche 1, d'une durée de 18 mois, est arrivée à son terme le 30 juin 2014. Concernant le volet fonctionnement, le taux de réalisation des actions n'ayant pas permis de solliciter la mise en œuvre d'une tranche 2 (taux requis : 70%), la commune a demandé une prorogation de cette tranche 1, jusqu'au 30 juin 2015.

S'agissant des aides à l'investissement, tous les crédits ont été consommés.

. 14 projets de modernisation des entreprises et de mise en accessibilité aux PMR ont été financés par le Département et la Région.

. 16 projets de rénovation de devanture commerciale et de mise en accessibilité aux PMR ont été financés par la commune (30 000 €) à part égale avec l'Etat - FISAC.

Pour satisfaire les besoins existants, la commune envisage de poursuivre seule cette opération avec l'accord de la DIRECCTE (gestionnaire des crédits FISAC), en vue de subventionner 5 à 10 dossiers supplémentaires, d'ici le 30 juin 2015.

Pour ce faire il convient d'inscrire au budget un complément de crédits de 20 000 € : 10 000 € pour le dernier semestre 2014 et 10 000 € pour le 1^{er} semestre 2015.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'ATTRIBUER des aides à la rénovation de devanture commerciale et mise en accessibilité aux PMR pour un montant total de 20 000 € dans le cadre de la tranche 1 de l'OCU, prorogée jusqu'au 30 juin 2015.

Le taux de ces aides est fixé comme suit :

- dans le périmètre sensible : 30% des travaux HT éligibles avec un plafond de 4 000 €
- dans le périmètre principal : 30% des travaux HT éligibles avec un plafond de 3 250 €

- d'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches requises et signer toutes les pièces relatives à cette opération.

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

1. PLAN LOCAL D'URBANISME - APPLICATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 1

La procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme a pour objet de :

- supprimer l'emplacement réservé n° 2 prévu au bénéfice de la commune pour aménager la rue Eugène Sue ;
- réduire l'emplacement réservé n° 6, prévu au bénéfice de la commune pour aménager la rue Sambre et Meuse et le carrefour avec l'Avenue de la 1^{ère} Armée Française ;
- réduire l'emplacement réservé n° 21, prévu au bénéfice de la commune pour aménager les chemins de Lescat, de la Pause et de Tougey.

Le conseil municipal, par délibération du 30 juin 2014, a défini les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.

Après information sur la procédure assurée par voie de presse dans un journal à diffusion départementale ainsi que par affichage en mairie, le dossier de modification simplifiée accompagné d'un registre a fait l'objet d'une mise à disposition du public du 21 juillet au 29 août 2014.

Aucune remarque n'ayant été consignée dans le registre tenu à disposition du public et en l'absence d'observation de la part des personnes associées mentionnées aux I et III de l'article L.121-4 du code de l'urbanisme,

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme telle que présentée ci-dessus, conformément à l'article L.123-13-3 du code de l'urbanisme.

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

2. CESSION DE DELAISSES FONCIERS - PLACE DE L'ANCIEN FOIRAIL

Par courrier du 14 septembre 2011, Mmes CASTET Denise et Joséphine ont fait part à la commune de leur souhait d'acquérir une bande de terrain, située Place de l'Ancien Foirail, dans le prolongement de leur propriété et correspondant à l'allée desservant leur habitation et au jardin attenant.

Cette situation est identique pour cinq autres propriétés contiguës.

Afin de répondre aux demandes d'acquisition des propriétaires intéressés, la commune doit, au préalable, procéder au déclassement des emprises concernées, après enquête publique.

Réalisée du 22 octobre 2012 au 6 novembre 2012, cette enquête publique n'a pas fait l'objet d'observation. M. Denis DEBAT, Commissaire Enquêteur, a émis un avis favorable à la demande de déclassement d'une partie de la Place de l'Ancien Foirail.

Aux termes d'un document d'arpentage, établi le 13 avril 2012, les emprises à céder ont été référencées au Cadastre sous les références suivantes :

- Section AC, Numéro 639 pour une superficie de 59 m²,
- Section AC, Numéro 640 pour une superficie de 53 m²,
- Section AC, Numéro 641 pour une superficie de 53 m²,
- Section AC, Numéro 642 pour une superficie de 63 m²,
- Section AC, Numéro 643 pour une superficie de 62 m²,

Le 2 juillet 2014, une évaluation des biens a été sollicitée auprès de France Domaine. La demande demeure sans réponse à ce jour.

Cependant, s'agissant de la régularisation d'un état de fait, il a été convenu de céder à chacun des riverains la parcelle leur revenant, moyennant l'euro symbolique.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le déclassement de la partie de la Place de l'Ancien Foirail, telle que figurée sur le plan ci-joint ;
- d'APPROUVER la vente par la commune, à l'euro symbolique, des parcelles cadastrées :
 - Section AC, Numéro 639,
 - Section AC, Numéro 640,
 - Section AC, Numéro 641,
 - Section AC, Numéro 642,
 - Section AC, Numéro 643.
- d'AUTORISER M. Christian LAPREBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que toutes les pièces afférentes à ces transactions.



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

3. ECHANGE DE PARCELLES DE TERRAIN SITUEES AVENUE SAMBRE ET MEUSE

Dans le cadre de la modification du plan d'alignement de l'avenue Sambre et Meuse au niveau de la voie ferrée désaffectée, il est convenu de procéder à un échange de terrain entre la commune d'Auch et la société coopérative agricole GERSYCOOP.

Afin de permettre cet échange, la commune doit, au préalable, procéder au déclassement de l'emprise concernée, après enquête publique.

Réalisée du 22 octobre 2012 au 6 novembre 2012, cette enquête publique n'a pas fait l'objet d'observation. M. Denis DEBAT, Commissaire Enquêteur, a émis un avis favorable à la demande de déclassement d'une partie de l'avenue Sambre et Meuse.

Aux termes d'un document d'arpentage établi le 5 janvier 2011, les parcelles qui font l'objet de l'échange ont été référencées au Cadastre.

En conséquence, l'échange se décompose comme suit :

- GERSYCOOP cède à la commune les parcelles cadastrées section AP n° 299 et 300 d'une superficie respective de 74 et 41 m²,
- en contre échange, la commune cède à la société GERSYCOOP la parcelle référencée au cadastre section AP n° 301 d'une contenance de 142 m².

Le 20 juin 2014, une évaluation du bien a été sollicitée auprès de France Domaine. La demande demeure sans réponse à ce jour.

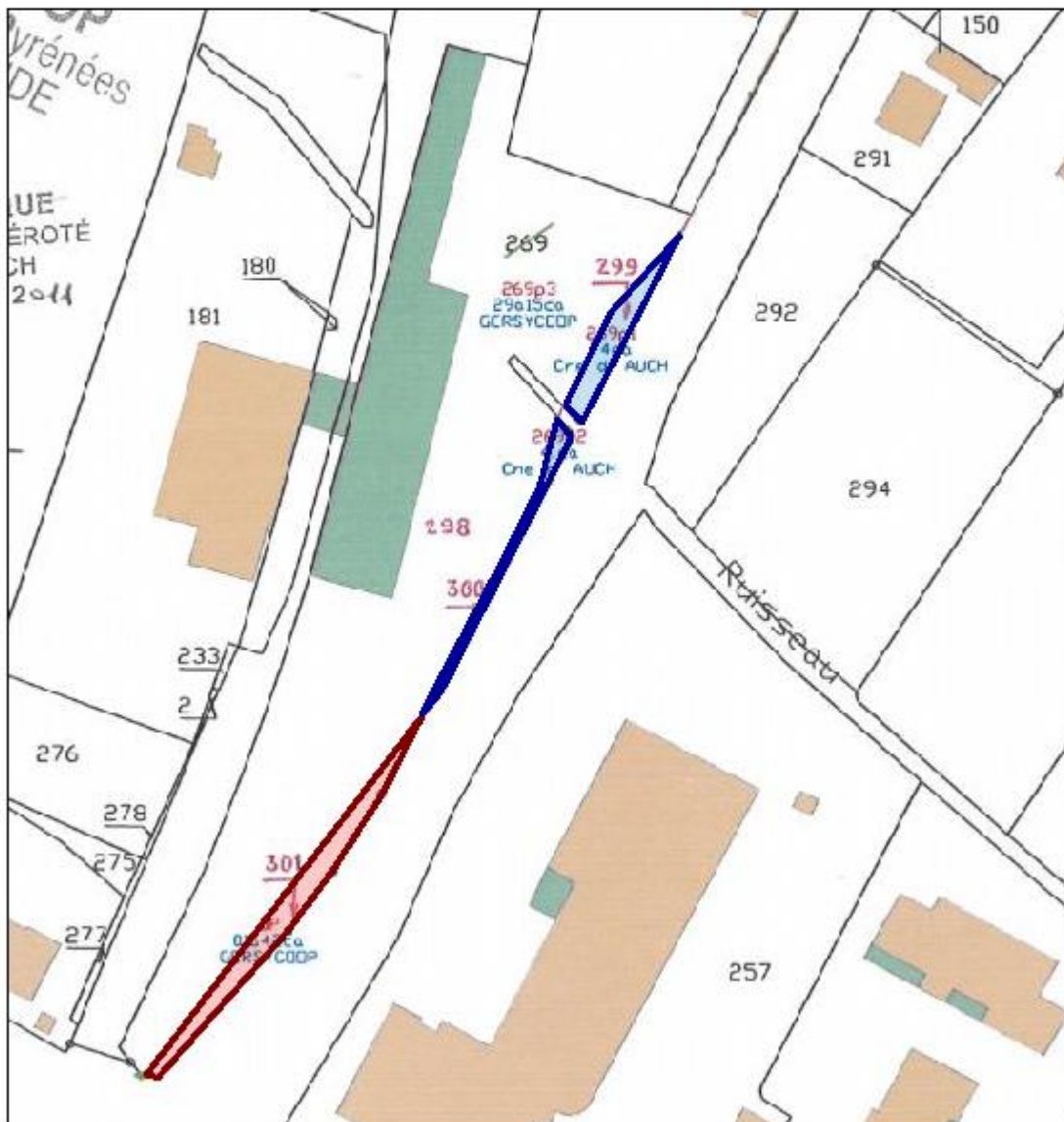
Il est précisé que l'échange s'effectuera sans soulte, ni retour de part ni d'autre.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le déclassement de la partie de l'avenue Sambre et Meuse, cadastrée section AP n° 301 d'une contenance de 142 m² (cf. plan joint) ;
- d'APPROUVER l'échange de terrains à intervenir, se décomposant comme suit :
 - . cession par la société GERSYCOOP à la commune des parcelles cadastrées section AP n° 299 et 300 d'une superficie respective de 74 et 41 m²,
 - . cession - en contre échange - par la commune à la société GERSYCOOP de la parcelle cadastrée section AP n° 301 d'une contenance de 142 m².
- d'AUTORISER M. Christian LAPREBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer l'acte d'échange à intervenir, ainsi que toutes les pièces afférentes à cette transaction.

LEGENDE :

- ▬ Parcelle cédée par la Commune d'Auch à GersyCoop après déclassement
- ▬ Parcelles cédées par GersyCoop à la Commune d'Auch



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

4. VENTE D'UN DELAISSE FONCIER - CHEMIN DE LA TOURETTE

Par courrier du 11 décembre 2010, M. Francis BROUSSET et Mme Danielle JORDANA ont fait part à la commune de leur souhait d'acquérir une bande de terrain, située Chemin de la Tourette dans le prolongement de leur propriété.

Afin de répondre cette demande d'acquisition, la commune doit, au préalable, procéder au déclassement de l'emprise concernée, après enquête publique.

Réalisée du 22 octobre 2012 au 6 novembre 2012, cette enquête publique n'a pas fait l'objet d'observation. M. Denis DEBAT, Commissaire Enquêteur, a émis un avis favorable à la demande de déclassement d'une partie du Chemin de la Tourette.

Aux termes d'un document d'arpentage, établi le 27 juin 2011, l'emprise à céder a été référencée au Cadastre sous les références suivantes : Section BL, Numéro 144 pour une superficie de 64 m².

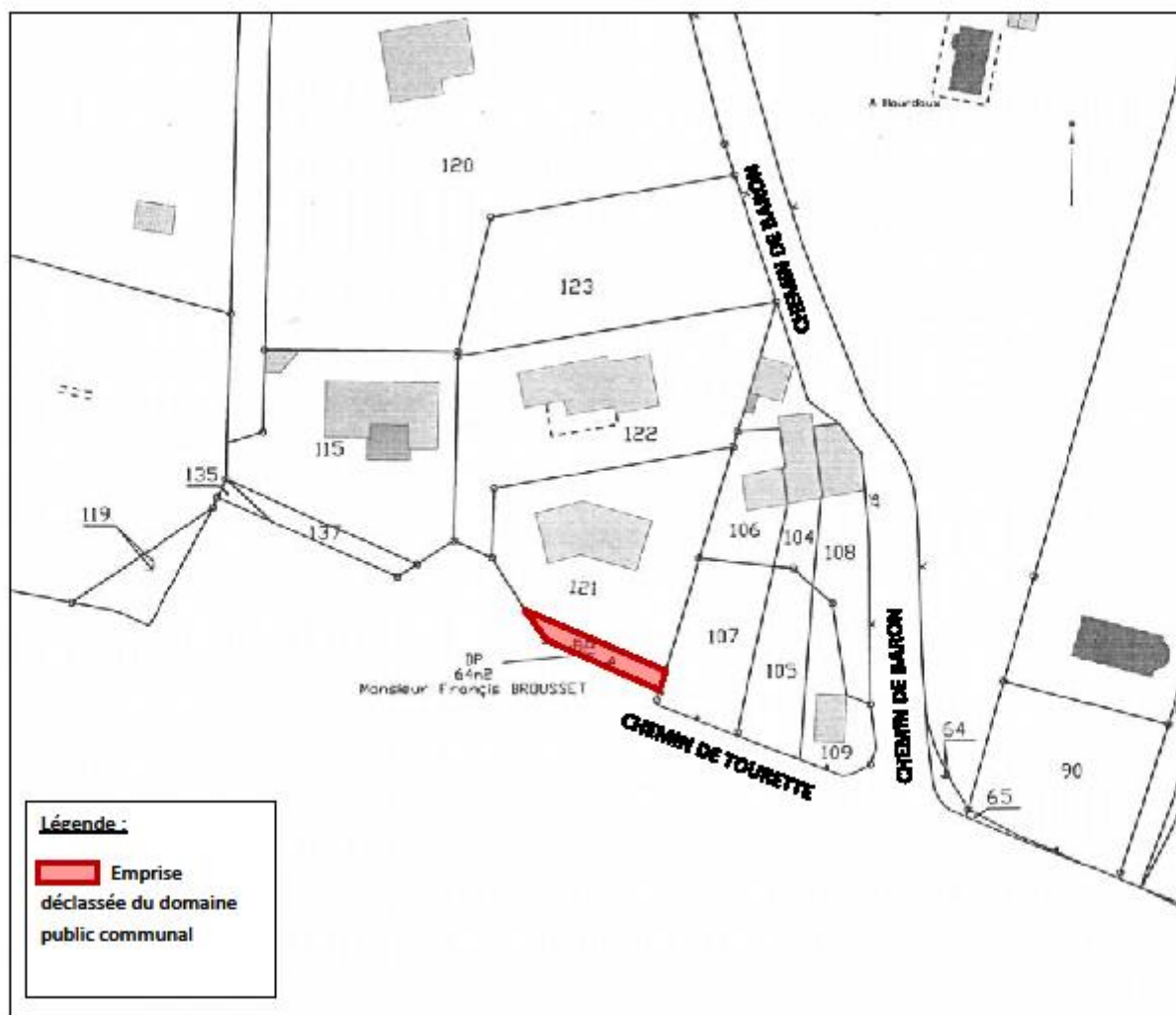
France Domaine a évalué, le 27 juin 2014, ce bien au prix de 1 280 €, soit 20 € le m².

M. BROUSSET et Mme JORDANA se sont engagés, par promesse d'achat, à acquérir la parcelle BL n° 144 de 64 m² au prix de 20 € le m².

Dans la mesure où cette parcelle ne présente aucun intérêt pour la ville,

il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le déclassement de la partie du Chemin de la Tourette, figurée sur le plan joint.
- d'APPROUVER la cession par la commune d'Auch, à M. Francis BROUSSET et Mme Danielle JORDANA, de la parcelle de terrain cadastrée section BL n° 144 d'une contenance de 64 m² au prix de 20 € le m², soit un montant total de 1 280 € HT.
- d'AUTORISER M. Christian LAPREBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer l'acte de vente à intervenir, ainsi que toutes les pièces afférentes à cette transaction.



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

5. RUES SUE ET PASTEUR - CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION SOUTERRAINE AU PROFIT DE LA COMMUNE D'AUCH

Dans le cadre de travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées, la commune a été contrainte, par manque de place sur l'espace public, d'implanter une canalisation sur l'assiette foncière de la copropriété dénommée « Pasteur », située rue Pasteur à Auch (cf. plan joint).

Dans ces conditions, il convient de constituer, au profit de la commune, une servitude conventionnelle portant sur le passage d'une canalisation souterraine :

1 - Fonds dominant / Propriété de la commune d'Auch :

Le domaine public de la commune d'Auch.

2 - Fonds servant / Propriété des copropriétaires de la Résidence « Pasteur »:

Section	Numéro	Localisation	Contenance
AR	623	Rue Pasteur	802 m ²

Lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2014, les copropriétaires de la résidence « Pasteur » ont accepté la constitution de cette servitude à titre gratuit.

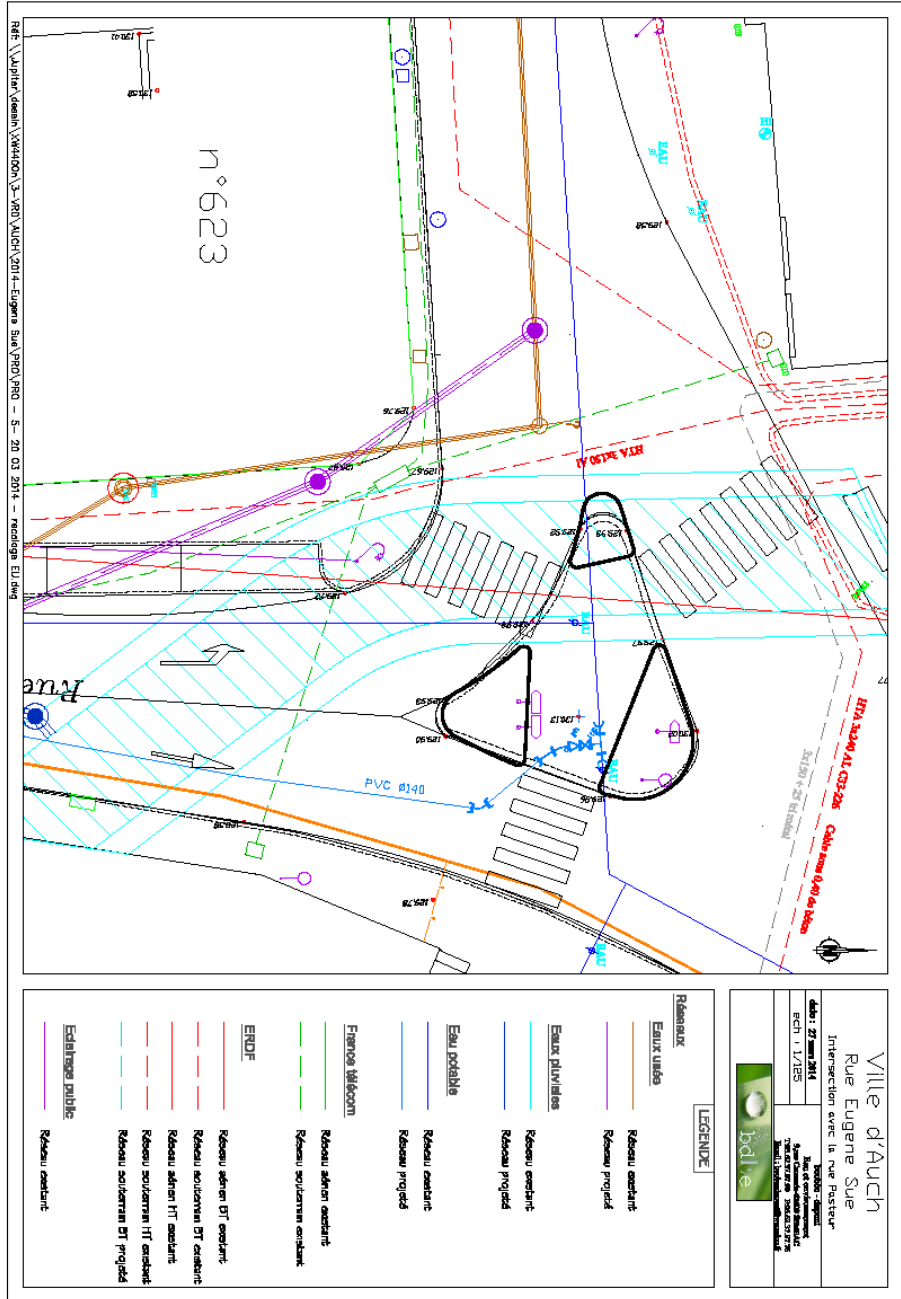
Un protocole d'accord définit les conditions dans lesquelles la servitude s'exercera.

Les frais d'acte sont à la charge de la commune.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation souterraine au profit du domaine public communal et à la charge de la parcelle appartenant aux copropriétaires de la résidence « Pasteur », référencée au cadastre section AR n° 623.

- d'AUTORISER M. Christian LAPRÉBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer l'acte de constitution de servitude, ainsi que toutes les pièces afférentes.



6. QUARTIER ESPAGNE - CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATIONS SOUTERRAINES

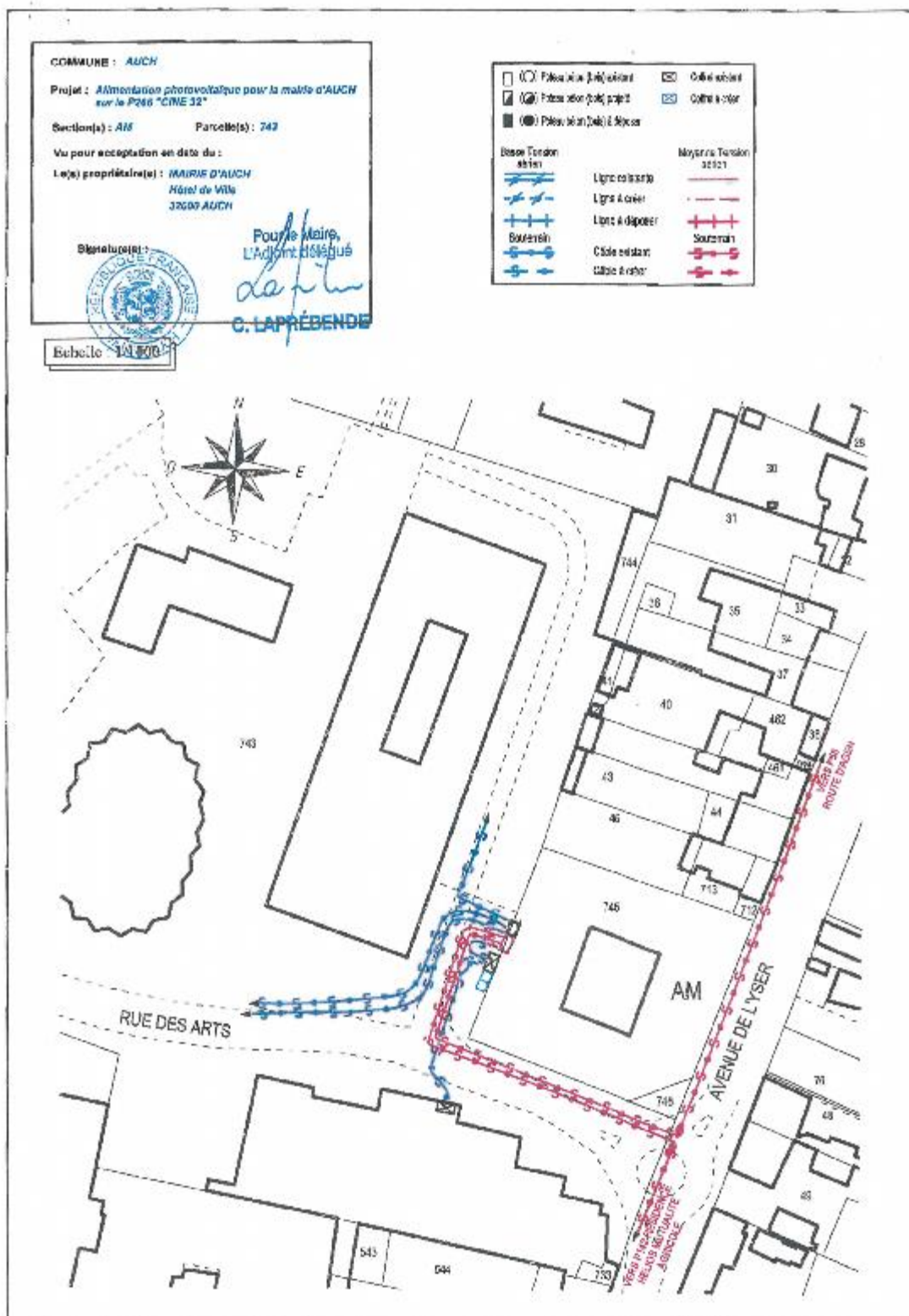
En vue de l'exploitation de canalisations souterraines implantées par la société ERDF sur le quartier Espagne permettant ainsi la desserte en électricité du Dôme de Gascogne et de Ciné 32, il convient de constituer, au profit d'ERDF, une servitude portant sur le passage de canalisations souterraines et d'accès à ces ouvrages en vue de leur entretien (cf. plan joint).

Une convention signée par les parties en date du 4 septembre 2013 fixe les conditions dans lesquelles la servitude s'exercera.

Les frais d'acte seront à la charge d'ERDF.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la constitution d'une servitude de passage de canalisations souterraines et d'accès aux ouvrages, au profit d'ERDF et à la charge des parcelles appartenant à la commune d'AUCH, référencées au cadastre section AM n^{os} 751 et 752.
- d'APPROUVER les conditions de la servitude définies dans la convention du 4 septembre 2013 ;
- d'AUTORISER M. Christian LAPREBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer l'acte de constitution de servitude, ainsi que toutes les pièces afférentes.



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

7. CHEMIN DE L'HERMITAGE - CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DE CANALISATION SOUTERRAINE AU PROFIT DE LA COMMUNE D'AUCH

Dans le cadre de la desserte en eau potable du quartier de Tarrabusque, la Ville a posé des canalisations qui traversent en partie la propriété de M. OUCHBAKOU, située Chemin de l'Hermitage à Auch (cf. plan joint).

Dans ces conditions, il convient de constituer, au profit de la commune, une servitude conventionnelle portant sur le passage d'une canalisation souterraine et l'accès à ces ouvrages en vue de leur entretien :

1 - Fonds dominant / Propriété de la commune d'Auch :
Le domaine public de la commune d'Auch.

2 - Fonds servant / Propriété de M. Najim OUCHBAKOU

Section	Numéro	Localisation	Contenance
CR	1260	A Tarrabusque	846 m ²

Cette servitude est concédée par M. Najim OUCHBAKOU à titre gratuit.

Un protocole d'accord, signé par les parties, en date du 29 avril 2014 fixe les conditions dans lesquelles la servitude s'exercera.

Les frais d'acte sont à la charge de la commune.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation souterraine au profit du domaine public communal et à la charge de la parcelle appartenant à M. Najim OUCHBAKOU, référencée au cadastre section CR n° 1260.
- d'APPROUVER les conditions de la servitude à constituer, définies dans le protocole d'accord intervenu entre les parties ;
- d'AUTORISER M. Christian LAPRÉBENDE, Premier Adjoint au Maire, à signer l'acte de constitution de servitude, ainsi que toutes les pièces afférentes.

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

8. CESSION D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER RUE DE LA CONVENTION

La commune est propriétaire des parcelles cadastrées section AD n° 600 et 602, situées à Auch qui constituent une partie de l'ensemble immobilier dénommé « Foyer de la Convention » (cf. plan joint).

L'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte du Gers (ADSEA) est propriétaire de l'autre partie, constituée des parcelles cadastrées section AD n° 601 et 607.

Un collectif de particuliers a proposé d'acquérir l'ensemble des bâtiments de l'ancien IME La Convention moyennant le prix de 255 000 €.

Par délibération du 5 mai 2014, le conseil municipal a approuvé la cession de la partie communale.

Ce collectif a depuis prévu de procéder à la création d'une copropriété. Afin de favoriser la réalisation de cette opération, il a été demandé à la commune - préalablement à la vente - de diviser l'ensemble immobilier cadastré section AD n° 600 et 602, en lots de copropriété, qui seront ensuite intégralement cédés aux différents acquéreurs.

Il est ici rappelé que France Domaine a évalué la partie ville à 81 000 € avec une marge de négociation de 10%.

Dans le cadre des pourparlers, le prix de vente a été fixé, pour la partie ville, à 60 000 € HT. Cette minoration de la valeur s'explique par un contexte économique difficile et par conséquent d'importantes difficultés de commercialisation.

Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA.

Tous les frais afférents à cette transaction sont à la charge de l'acquéreur.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la division en lots de copropriété de l'immeuble, propriété de la commune, cadastré section AD numéros 600 et 602 et d'établir par acte authentique l'état descriptif de division et le règlement de copropriété ;
- d'APPROUVER la cession par la commune aux acquéreurs pressentis des lots de copropriété créés au prix global de 60 000 € HT. Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA ;
- d'AUTORISER M. le Maire ou M. Christian LAPRÉBENDE à signer tous les actes et documents afférents à cette opération.

Département :
GERS

Commune :
AUCH

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 30/04/2013
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2012 Ministère de l'Économie et des
Finances

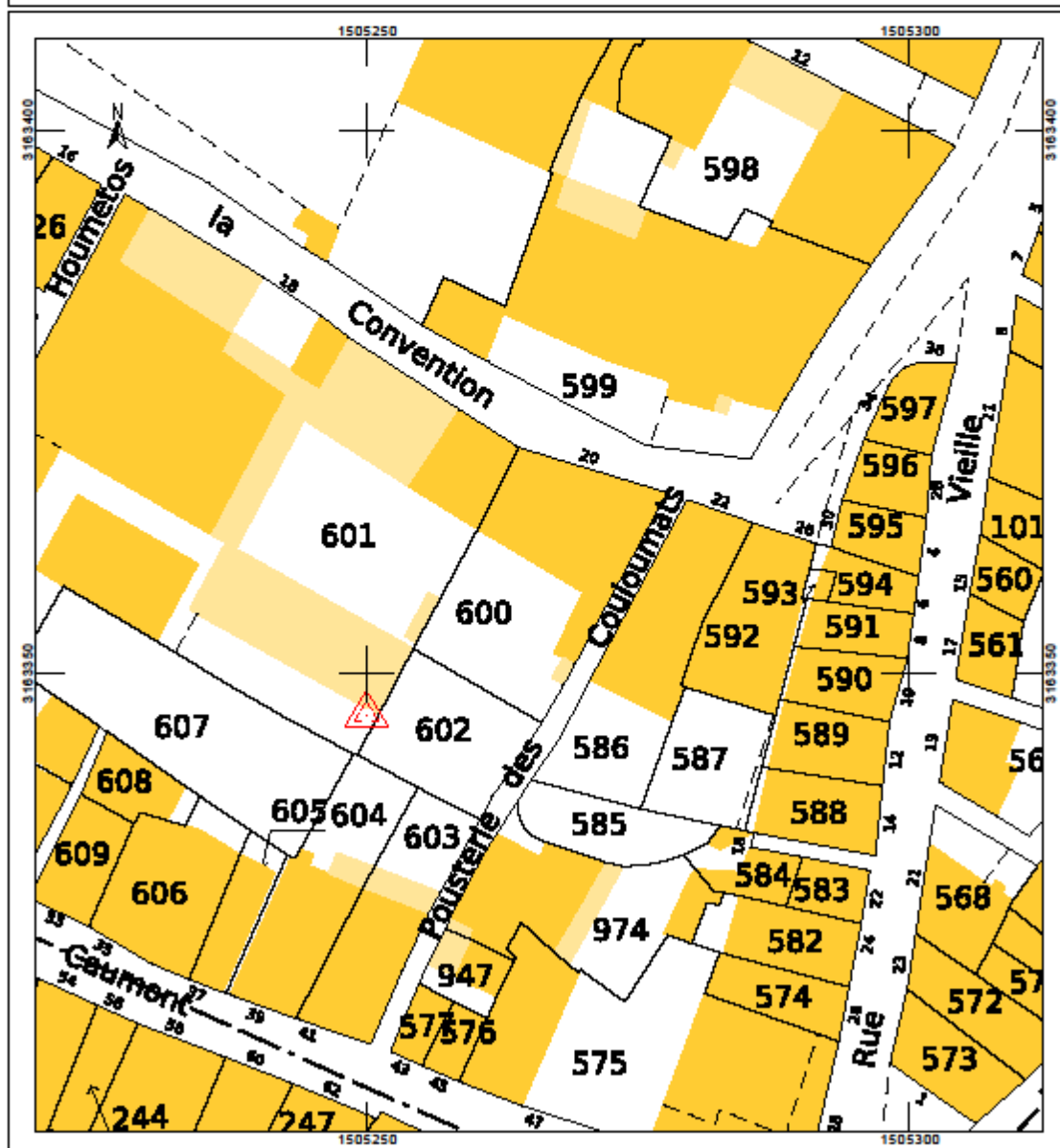
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des Impôts foncier suivant :
AUCH
14, RUE LECOINTE DE LISLE 32007
32007 AUCH CEDEX
tél. 05 62 61 51 39 - fax 05 62 61 51 55
cdf.auch@dgfp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

9. CESSION DE L'IMMEUBLE SITUE 24 RUE VIEILLE PUSTERLE

La commune est propriétaire d'un immeuble, situé 24 rue Vieille Pusterle, cadastré section AD n° 582 d'une contenance de 78 m².

Mmes DA SILVA et GONCALVES sont intéressées par ce bâtiment, en vue de sa réhabilitation complète en résidence principale.

France Domaine a établi, le 20 juin 2014, la valeur vénale dudit bien à 28 000 € avec une marge de négociation de 20%. Dans le cadre des pourparlers intervenus avec l'acquéreur, le prix de vente a été fixé à 21 500 € HT.

Un protocole d'accord, signé le 26 août 2014, définit les conditions dans lesquelles la transaction sera réalisée.

Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA.

Tous les frais relatifs à cette opération seront à la charge de l'acquéreur.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal

- d'APPROUVER la cession par la commune à Mmes DA SILVA et GONCALVES, ou toute personne physique ou morale s'y substituant, de la parcelle bâtie située 24 rue Vieille Pusterle à Auch et cadastrée section AD n° 582, d'une surface de 78 m² au prix de 21 500 € HT. Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA ;

- d'AUTORISER M. le Maire ou M. Christian LAPREBENDE à signer l'acte notarié à intervenir, relatif à la transaction, ainsi que toutes les pièces y afférentes.

24 Rue VIEILLE POUSTERLE :



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

10. CESSION DE L'IMMEUBLE SITUE 18 RUE DAUMESNIL

La commune est propriétaire d'un immeuble, situé 18 rue Daumesnil à Auch et cadastré section AD n° 416 d'une contenance de 168 m².

M. et Mme SCHMITT sont intéressés par ce bâtiment, en vue de sa réhabilitation complète en logements locatifs.

France Domaine a établi, le 19 mars 2014, la valeur vénale dudit bien à 127 000 € avec une marge de négociation de 20%. Dans le cadre des pourparlers intervenus avec l'acquéreur, le prix de vente a été fixé à 85 000 € HT.

Un protocole d'accord sera établi pour définir les conditions dans lesquelles la transaction sera réalisée.

Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA.

Tous les frais relatifs à cette opération seront à la charge de l'acquéreur.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la cession par la commune à M. et Mme SCHMITT, ou toute personne physique ou morale s'y substituant, de la parcelle bâtie située 18 rue Daumesnil à Auch et cadastrée section AD n° 416, d'une contenance de 168 m² au prix de 85 000 € HT. Conformément aux règles relatives aux opérations immobilières en matière de TVA, en vigueur depuis le 11 mars 2010, la présente transaction est hors du champ d'application de la TVA ;
- d'AUTORISER M. le Maire ou M. Christian LAPREBENDE à signer l'acte notarié à intervenir, relatif à la transaction, ainsi que toutes les pièces y afférentes.

18 RUE DAUMESNIL :



III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

11. CASERNE LANNES - CONVENTION DE SERVITUDE ENTRE ERDF ET LA COMMUNE D'AUCH

L'alimentation en électricité du bâtiment CERUTTI nécessite la réalisation de travaux souterrain par ERDF sur la propriété de la commune : parcelles AX 114 - 116 situées sur le site de l'ancienne caserne LANNES.

Pour ce faire, ERDF propose une convention de servitudes à titre gracieux.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la convention proposée par ERDF.



Commune de :AUCH

Département du GERS

Une ligne électrique souterraine (tension et le tracé) Alimentation BT sout pour M. CERUTTI sur P81 "LANNES"

N° d'affaire : DF26/000834

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Winterthur 102 Terrasse Boieldieu, 92085 La Défense Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur PAOLETTI Jean, agissant en qualité de Directeur de l'Unité Réseau Electricité Midi-Pyrénées, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " ERDF "

d'une part,

Et

Nom : Commune d'AUCH

Demeurant 6 Rue Gambetta - 32000 AUCH

Nom :

Demeurant

agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrains situés à AUCH

désigné ci-après par l'appellation "le propriétaire" ;

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées lui appartiennent :

Commune	Section(s)	Numéro(s)	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
AUCH	AX AX	114 116	Place Marcelin LANNES Place Marcelin LANNES	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la parcelle ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ☒ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par lui-même
- ☐ ou exploitée(s) par Monsieur habitant à

qui sera indemnisé directement par ERDF en vertu dudit décret s'il les exploite lors de la construction de la ligne électrique souterraine. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(*) ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par l'article 12 modifié de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à ERDF

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur les parcelles, ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à ERDF, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1/ Etablir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ 70 mètres ainsi que ses accessoires.

2/ Etablir si besoin des bornes de repérage

3/ Encastrer un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade, avec pose d'un câble en tranchée et/ou sur façade de 2 mètre(s).

4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'ERDF pourra confier ces travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à ERDF par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; ERDF sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, ERDF sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par ERDF et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si ERDF est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, ERDF sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de

modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord¹, conclus entre la profession agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, ERDF verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1^{er}:

☐ **au propriétaire** qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de euros (*inscrire la somme en toutes lettres*).

☐ Le cas échéant, **à l'exploitant** qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de euros (*inscrire la somme en toutes lettres*).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6 - Litiges

¹ Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 – Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par ERDF des formalités nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'ERDF.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A..... le

A..... le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) POUR ELECTRICITE RESEAUX
DISTRIBUTION FRANCE

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " LU et APPROUVE "

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

12. CONVENTION DE TRAVAUX A CARACTERE INDUSTRIEL (TCI) ECOLE-CLIENT ENTRE LE LYCEE POLYVALENT « LE GARROS » ET LA COMMUNE D'AUCH POUR LA REALISATION DE MOBILIER URBAIN SUR LE PARVIS DU LYCEE PARDAILHAN

La commune prévoit de passer une convention de Travaux à Caractère Industriel (TCI) Ecole Client avec le Lycée Polyvalent « Le Garros » pour la conception et la réalisation de mobilier urbain.

La commune assumera financièrement la fourniture des matériaux, la main d'œuvre, les coûts de fabrication, la pose ainsi que la garantie décennale des matériels réalisés.

Le Lycée assurera la conception du matériel sur la base d'un cahier des charges réalisé par le maître d'œuvre conception du projet Esplanade Pardailhan.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la convention de Travaux à Caractère Industriel (TCI) Ecole Client à intervenir entre le Lycée Polyvalent « Le Garros » et la commune.

CONVENTION TCI ECOLE - CLIENT

Travaux à Caractère Industriel

Vu le code de l'éducation, articles L 421-1 à L 421-16
Vu le code de l'éducation, articles R 421-54 et R 421-55 et plus largement le Code de l'Education
Vu le décret n° 90-978 du 31 octobre 1990
Vu la circulaire n° IV 69-64 du 5 février 1989
Vu la circulaire n° 78-253 du 8 août 1978
Vu la circulaire n° 83-323 du 8 septembre 1983
Vu la circulaire n° 88-079 du 28 mars 1988
Vu la circulaire n° 91-132 du 10 juin modifiée par la circulaire n° 93-885 du 12 juillet 1993
Vu l'accord du Conseil d'Administration du LPO LE GARROS le 13 Février 2014

Il est convenu :

Entre les soussignés le Lycée polyvalent LE GARROS, représenté par M. Philippe MARY, agissant en qualité de Proviseur de l'EPL LE GARROS

Et le client, Mr ou Mme

résidant à

N° ORDRE DE SERVICE TCI :

Article 1 : Le client saisit le Chef d'Etablissement, le Chef de Travaux ou un Enseignant pour une demande de Travaux à Caractère Industriel.

Article 2 : **Spécialités concernées :**

- Génie civil.
- Ouvrages bois.
- Ouvrages métalliques.
- Autres filières représentées au LPO LE GARROS.

Pour des TCI de type "Structure de bâtiment" (escaliers, abris de jardin, ...), le LPO LE GARROS n'assure pas le montage et la pose de la structure. Les structures de ce type sont vendues démontées.

Pour des TCI de type "Chantier extérieur" qui nécessitent tout ou partie de la réalisation sur le site du client (chantier de maçonnerie, chantier de maison à ossature bois, ...), le LPO LE GARROS assurera la majorité des travaux sur le chantier du client après une éventuelle préparation ou préfabrication en atelier.

Article 3 : **Délai de réalisation :**

Un délai de réalisation est proposé au client, par les enseignants concernés, en fonction de leur progression pédagogique. Le client l'accepte ou non ; le projet est, dans ce dernier cas, annulé.

Article 4 : **Tarifs :**

Le client devra fournir la matière d'œuvre sur les lieux de production (le chantier dans le cadre de la spécialité génie civil, les ateliers respectifs pour les autres spécialités concernées...)

Dans quelques cas particuliers, l'équipe pédagogique pourra accompagner ou être amenée à se substituer au client pour assurer la commande et l'approvisionnement de la matière d'œuvre ou la location de moyens de manutention ou de levage, d'échafaudage ou de sécurisation des personnes.

Le client aura à régler :

- La main d'œuvre élève.
- Le coût machine.
- Les coûts de matière d'œuvre (fourniture à la charge directe du client).
- La prestation d'un bureau de contrôle pour des TCI type "Structure de bâtiment" ou "Chantier extérieur" si celui-ci a choisi l'option (voir encadré en bas de page 3).
- Les petites fournitures (avancées par les lycées, exemple : vis, soudure, ligature,...etc.).
- Les transports, l'hébergement et les repas d'élèves dans le cadre de chantiers extérieurs à l'établissement LPO Le Garros.
- Le coût de la garantie décennale, dans le cadre de TCI de type "Chantier extérieur", proportionnel au montant de la prestation.
- Les coûts liés à la location éventuelle de moyens de manutention ou de levage, d'échafaudage ou d'équipements nécessaires à la sécurisation des personnes intervenants sur le chantier (à la charge directe du client).

Les coûts unitaires des "heures élèves", "heures machines" et de la garantie décennale font l'objet d'un réajustement chaque année et sont votés en Conseil d'Administration.

Article 5 : Déroulement de la procédure :

1/ Toute demande de travaux à caractère industriel doit faire l'objet d'une inscription sur le registre disponible dans le bureau du Chef de Travaux.

2/ Le client dépose une demande datée avec un cahier des charges sur l'ouvrage à réaliser.

Ce cahier des charges doit faire apparaître au moins les éléments suivants :

- Un plan succinct permettant notamment d'appréhender l'importance des travaux à effectuer.
- La nature des matériaux à utiliser.
- Le lieu recevant le TCI.
- Les conditions et le contexte du montage, dans le cas d'une structure de bâtiment.

3/ A la fin de l'année scolaire en cours, en conseil d'enseignement, les ouvrages sont proposés aux différentes équipes pédagogiques.

Celles-ci acceptent, ajournent, ou refusent définitivement l'ouvrage.

Cette décision est prise en fonction :

- De l'intérêt pédagogique de l'ouvrage (programme des classes concernées).
- Des disponibilités des sections intéressées (charge de travail par rapport à l'horaire disponible).
- Des possibilités des outils de production de l'établissement.
- De la date de dépôt de la demande.

4/ A l'issue de ce conseil, l'établissement prévient le client de la suite qui a été donnée à sa demande. Si cette suite est favorable, l'équipe pédagogique établit un devis conformément au détail des coûts (voir Article 4 : Tarifs).

Le devis précisera éventuellement certaines clauses particulières comme la réception de l'existant dans le cas de travaux préalable. La réception de cet existant attestera de sa conformité et sera une condition indispensable avant intervention.

5/ Le client infirme ou confirme sa commande. Dans ce cas il accepte toutes les clauses contenues dans ce document.

A défaut de renvoi au bureau du Chef de Travaux de la convention TCI Ecole-Client signée par le client avant le 30 juin de l'année en cours, le projet est définitivement abandonné.

6/ L'ouvrage est commencé dès l'année scolaire suivante. En fonction de son importance ou d'aléas de fonctionnement, il peut être poursuivi sur une seconde année.

7/ Quand l'ouvrage est terminé, le client sera invité à le réceptionner (voir Article 6). Il fera son affaire de l'enlèvement au LPO Le Garros dans les plus brefs délais.

Article 6 : Réception des travaux :

Le client est conscient qu'il s'agit de travaux réalisés par des élèves en phase d'apprentissage. Ce choix lui permet d'acquiescer l'ouvrage à un coût moindre par rapport à une réalisation par un professionnel.

En contre partie il accepte :

- Les délais relativement longs.
- Les défauts mineurs (aspect, ...) que pourraient présenter l'objet malgré l'attention de l'équipe pédagogique.

Un ouvrage sera considéré comme acceptable si les fonctions pour lesquelles il a été conçu sont assurées.

Exemples :

Une poutre en Béton Armé devra être réalisée avec un ferrailage conforme aux plans et un dosage en ciment adéquat, on admettra les épaufréments d'arêtes.

En ouvrages métalliques, l'esthétique des soudures ne pourra être mise en cause si la résistance de ces dernières est avérée.

Important :

Le LPO LE GARROS a d'une part, une mission essentiellement pédagogique et non de production. En conséquence il n'est pas habilité à fournir une quelconque garantie sur les objets réceptionnés.

- Pour les TCI de type "Structure de bâtiment", il est prévu dans le devis, le coût de la prestation d'un bureau de contrôle pour vérifier la note de calcul et pour réceptionner les éléments de la structure après fabrication si le client a choisi l'option (voir encadré ci-dessous). Le montage de la structure est laissé à la charge du client. La réception de la structure montée est de la seule responsabilité du client, le montage de la structure devant être réalisé suivant le cahier des charges déposé par le client.
- Pour les TCI de type "Chantier extérieur", il est prévu dans le devis, le coût d'une garantie décennale qui répond aux exigences de la loi du 04 Janvier 1978 qui a institué l'assurance obligatoire de responsabilité civile décennale. Pour ce type de TCI, il sera organisé une réception des travaux conformément à la présente convention. Le point de départ de la garantie décennale est la réception de la construction par le client.

Article 7 : Droit d'image :

Le LPO LE GARROS se réserve le droit de conserver et d'utiliser l'image de l'objet confectionné dans le cadre d'une manifestation promotionnelle.

Fait à AUCH le

Le Client :

Le Chef d'Etablissement :

Le Chef de Travaux :

Encadré à remplir par le client

Option - Bureau de contrôle pour vérification de la note de calcul et réception après fabrication
Je déclare choisir l'option : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON (cocher la mention utile)
Si NON, je déclare ne pas choisir l'option en connaissance de cause et atteste que le LPO Le Garros ne pourra ainsi être tenu pour responsable d'un éventuel défaut de conception ou dimensionnement.
Le Client :

Page 3

1 bis rue Darwin BP 60529 32021 Auch cedex 9 Tél. 05.62.60.15.30 Fax. 05.62.60.15.44
Mail : 03200672@ac-toulouse.fr Site : <http://le-garros.entmip.fr>

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

13. CREATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE CIAS-GAA-COMMUNE D'AUCH POUR LES DIFFERENTS SERVICES ET FOURNITURES D'EQUIPEMENTS DANS LES BATIMENTS

Le transfert de bâtiments et la dérégulation des marchés de l'énergie sont autant d'opportunités qui incitent à procéder à la création de ce groupement de commandes entre le CIAS, GAA et la Commune. Or à ce jour, aucune convention ne permet ce type d'achats groupés pour ce secteur d'activités.

Celui-ci serait relatif à différents services et fournitures d'équipements dans les bâtiments et comprendrait notamment :

- la fourniture de fluides : eau, électricité, gaz, fioul ;
- les contrôles périodiques d'équipements techniques des bâtiments : ascenseurs, coffrets électriques, installations gaz, extincteurs, systèmes de sécurité incendie, désenfumages, système de chauffage, alarmes et vidéosurveillance, ...
- les diagnostics techniques : amiante, plomb, termites, thermique, ...
- la mise en place de signalétique intérieure et extérieure.

La mise en place d'une telle convention répondrait donc à plusieurs objectifs :

- dans le cadre des achats et notamment de l'énergie, abaisser le prix de fourniture grâce à un volume plus important ;
- uniformiser les pratiques et les modes d'intervention ;
- formaliser la mutualisation du service Bâtiments et Moyens Opérationnels des Services Technique sur la gestion des bâtiments GAA et Ville.

La dérégulation du marché de fourniture du gaz incite à la mise en œuvre rapide du groupement notamment pour intégrer le CIAS à la consultation en cours pour les bâtiments de GAA.

De même, le marché de 2015 sur les contrôles réglementaires obligatoires dans les équipements des bâtiments permettrait de mutualiser ce marché pour la ville et GAA.

Les domaines retenus dans cette convention pourront être modifié ultérieurement par avenant après consultation des trois assemblées délibérantes.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le principe de la création d'un groupement de commandes entre le CIAS, GAA et la Commune, pour l'achat de services et fournitures d'équipement dans les bâtiments propriétés de ces trois structures ;
- d'APPROUVER la convention ci-annexée et AUTORISER M. le Maire ou son représentant à la signer ;
- d'APPROUVER la désignation de la Ville d'Auch, représentée par son Maire en tant que coordonnateur du groupement ;
- de DESIGNER le service Bâtiments et Moyens Opérationnels de la Mairie d'Auch comme gestionnaire des opérations courantes du groupement.

FOURNITURE D'EQUIPEMENTS ET SERVICES BÂTIMENTS

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE D'AUCH, LE CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE ET LE GRAND AUCH AGGLOMERATION

- Vu l'article 8 du code des Marchés publics
- Vu la délibération du conseil du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch en date du ../../2014
- Vu la délibération du conseil de la Grand Auch Agglomération en date du ../../2014
- Vu la délibération du conseil municipal de la ville d'Auch en date du ../../2014

ARTICLE 1. Objet de la convention

Il est décidé la création d'un groupement de commandes entre les collectivités et organismes territoriaux suivants :

- Centre Intercommunal d'Action Sociale du Grand Auch, représentée par son vice-président
- Grand Auch Agglomération, représentée par son vice-président
- Ville d'Auch, représentée par son Maire

Le Code des Marchés Publics, et plus particulièrement son article 8, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

La présente convention vise à définir les conditions d'achat de fournitures ou de services, pour les signataires, dans les domaines suivants :

- Contrôles périodiques d'équipements techniques des bâtiments : ascenseurs, coffrets électriques, installations gaz, extincteurs, systèmes de sécurité incendie, désenfumages, système de chauffage, alarmes et vidéosurveillance...
- Diagnostics techniques : amiante, plomb, termites, thermique...
- Achats de mobilier de bureau
- Fournitures de fluides : eau, électricité, gaz, fioul
- Choix de prestataires dans les opérations de bâtiments : Contrôle technique, Coordination Sécurité et Protection de la Santé...
- Signalétique intérieure et extérieure

Cette liste est susceptible d'évoluer autant que de besoin par avenant entre les signataires.

ARTICLE 2. Règles du Codes des marchés applicables au groupement et engagement de chaque signataire

Le groupement est soumis pour les procédures de passation des marchés publics dans les domaines visés à l'Article 1 au respect de l'intégralité des règles applicables aux collectivités par le Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3. Coordonnateur du groupement et missions

La Ville d'Auch, représentée par son Maire, est désignée comme coordonnateur chargé de l'exécution de toutes les opérations relatives au groupement de commandes.

Le coordonnateur est en charge des achats du groupement auprès des prestataires. Il rédige et transmet les bons de commandes, sur la base des besoins exprimés par les signataires du groupement. Il est également chargé de la réception des commandes passées et de leur transmission aux intéressés.

Le coordonnateur veillera à la désignation des fournisseurs. Il a donc également la charge du lancement des consultations nécessaires conformément aux règles définies en matière d'achat par le coordonnateur. A ce titre il assurera notamment :

- l'élaboration des dossiers de consultation
- la diffusion publicitaire
- la transmission des dossiers aux candidats
- l'information des candidats
- la réception des offres
- l'analyse des offres
- la présentation du rapport d'analyse à la Commission des marchés
- la signature des marchés correspondants
- la notification aux titulaires

Le coordonnateur s'engage à recueillir l'avis des membres du groupement à chacune des étapes précitées.

La commission des marchés ou la commission d'appel d'offres compétente sera celle de la collectivité du coordonnateur.

Les frais associés aux consultations et à leur organisation restent à la charge du coordonnateur.

Le coordonnateur est tenu de rendre compte de l'avancement des consultations auprès de chaque représentant des signataires.

Les missions du coordonnateur exercées dans le cadre de la présente convention, ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 4. Gestionnaire du groupement et missions

Le coordonnateur autorise un gestionnaire à assurer ses missions relatives au groupement de commandes. A ce titre, celui-ci est chargé de toutes les opérations nécessaires au bon fonctionnement du groupement de commandes.

Du fait de ses interventions dans la mise en œuvre des domaines de la présente convention des trois signataires, le service Bâtiments et Moyens Opérationnels de la Mairie d'Auch est proposé par le coordonnateur pour cette fonction.

ARTICLE 5. Missions des membres du groupement

Les signataires définissent la nature et le volume des besoins à satisfaire, qu'ils adressent au gestionnaire pour la passation des commandes.

Les signataires laissent au gestionnaire le choix des modèles d'équipements commandés afin de garantir leur compatibilité avec l'architecture et les matériels déjà en place.

ARTICLE 6. Création du groupement

Chaque membre approuve la constitution du groupement de commandes par délibération de son assemblée délibérante puis par la signature de la présente convention. Une copie de la délibération ou de la décision est transmise au coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 7. Durée du Groupement

Le groupement est conclu à compter de la date de signature du présent acte pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 8. Retrait

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné. La délibération est notifiée au coordonnateur. Le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des marchés du groupement en cours d'exécution.

Le retrait d'un seul des membres ne produit pas d'effet quant à la validité de la convention entre les deux autres parties.

ARTICLE 9. Participation

Aucune participation des membres du groupement aux frais de gestion de ce dernier n'est demandée.

ARTICLE 10. Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement. Les délibérations des assemblées délibérantes des membres du groupement sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsqu'elle est approuvée par l'ensemble des membres du groupement. Elle est actée par avenant à la présente convention.

Pour Centre Intercommunal d'Action Sociale de Grand Auch Agglomération

Le Vice-Président,

Pour Grand Auch Agglomération

Le Vice-Président,

Pour la Ville d'Auch

Le Maire,

14. VALIDATION DU PLAN DE PREVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT

La Directive européenne 2002/49/CE est relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Transcrite dans le droit français dans le code de l'environnement, elle impose aux collectivités d'arrêter un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

Ce PPBE conformément au décret d'application n°2006-361, concerne uniquement le bruit routier sur les routes d'intérêt communal. Les routes nationales et départementales sont traitées respectivement dans les PPBE pilotés par l'Etat et le Conseil général du Gers.

Le réseau communal étudié dans le PPBE est découpé en deux échéances :

- la première échéance correspond au réseau routier possédant un trafic moyen journalier supérieur à 16400 VL/j. Cette étude a été réalisée par le CETE sud-ouest et approuvée par arrêté préfectoral le 17 octobre 2011
- la deuxième échéance correspond au réseau routier possédant un trafic moyen journalier supérieur à 8 200 VL/j

C'est cette deuxième échéance qui fait l'objet du PPBE de la ville d'Auch.

Le réseau routier communal ayant un trafic inférieur à 8200 VL/j n'est pas concerné. Le principe de multi-exposition n'est pas non plus considéré (exemple Rue Sambre et Meuse à la confluence route nationale, route communale et voie ferrée).

En synthèse, une seule voie est analysée comme une zone de conflit : la rue d'Etigny. Toutefois d'autres zones potentielles de conflit ont également émergé : rue Jeanne d'Albret et rue du 8 mai.

De plus, des zones « calmes » ont été identifiées : Jardin Ortholan, Place de la Libération, liaison nord et sud des berges (rues Jean-Jaurès et Rhin Danube).

Une série d'actions a été établie pour veiller à réduire les nuisances des zones de conflit et préserver les zones calmes.

L'ensemble constitue le projet de PPBE qui est soumis à une consultation auprès du public, pour intégration de ses remarques.

Aucune remarque n'ayant été émise pour le modifier, c'est donc la version finale du PPBE qui est soumise à l'approbation du conseil municipal avant transmission en Préfecture.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER la version finale du PPBE, avant transmission en Préfecture.

III - URBANISME, GRANDS TRAVAUX, PATRIMOINE, EAU ET ASSAINISSEMENT

15. OPERATION COLLECTIVE DE REDUCTION DE LA POLLUTION DISPERSEE TOXIQUE ET ORGANIQUE ISSUE DES ACTIVITES ECONOMIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'AUCH

CONTRAT PLURIANNUEL 2014-2018 ENTRE L'AGENCE DE L'EAU, LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU GERS, L'UNION DES ARTISANTS DU GERS, LE CONSEIL NATIONAL DES PROFESSIONS DE L'AUTOMOBILE ET LA COMMUNE D'AUCH CONCERNANT L'AIDE AUX TRAVAUX D'EQUIPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Dans son 10^{ème} programme d'intervention 2013-2018, l'Agence de l'Eau Adour Garonne a reconduit un programme d'action destiné à lutter contre la pollution dispersée issue des petites et moyennes entreprises ainsi que de l'artisanat (PME et TPE). Dans ce contexte, elle est susceptible d'apporter sa participation financière pour la réalisation des opérations d'animation et d'accompagnement des entreprises ainsi que pour le financement des investissements visant la réduction de ces pollutions.

Dans ce cadre, l'objectif de l'opération est la maîtrise des rejets des entreprises raccordées au système d'assainissement collectif des eaux usées de la commune d'Auch en réduisant notamment la pollution toxique et/ou organique susceptible d'altérer le fonctionnement des ouvrages (canalisations, postes de relevage, station d'épuration) et la gestion ultime des sous-produits d'épuration.

Les signataires s'engagent à mener des actions qui permettront la mise aux normes des rejets des entreprises raccordées au réseau de collecte des eaux usées.

Ainsi :

- la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA), l'Union Des Artisans du Gers (UDAG) et le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) informeront les entreprises, réaliseront des diagnostics et instruiront des dossiers de demande d'aide pour les travaux à réaliser dans les entreprises ;
- la commune d'Auch pilotera l'opération, informera les entreprises, élaborera les autorisations et conventions de déversement et, si nécessaire, mettra à jour le règlement du service.

Les signataires s'engagent également à mettre en place un comité de pilotage pour assurer l'animation et le suivi opérationnel du contrat.

L'animation et le secrétariat du comité de pilotage seront assurés par la CMA.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le contrat pluriannuel entre l'agence de l'eau, la CMA, l'UDAG, le CNPA et la commune d'Auch ;
- de CHARGER l'adjoint délégué à l'eau et l'assainissement de participer au comité de pilotage de l'opération ;
- d'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à signer le contrat pluriannuel et les documents y afférents.

Opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique et organique issue des activités économiques sur le territoire du système d'assainissement de la ville d'Auch Contrat pluriannuel 2014-2018

Vu la délibération n° DL/CA/12-67 relative à l'adoption du 10^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour la période 2013-2018,
Vu la délibération n° DL/CA/12-60 concernant les modalités générales d'attribution et de versement des aides,
Vu la délibération n° DL/CA/12-94 concernant les modalités et conditions d'attribution des aides dans le domaine des activités économiques industrielles et artisanales,
Vu l'avis favorable émis le xx/xx/xxxx par la commission des interventions du conseil d'administration de l'Agence, sur le projet, une opération collective de réduction de la pollution dispersée toxique et organique est engagée sur le territoire du système d'assainissement de la ville d'Auch dans les conditions suivantes :

Entre :

- l'Agence de l'Eau Adour Garonne, Établissement Public de l'État à caractère administratif, représentée par Mr Laurent BERGEOT, Directeur Général, désignée ci-après par « l'Agence »

Et,

- la ville d'Auch désignée (s) ci-après par « la collectivité », représentée par Franck MONTAUGÉ, maire,
- la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Gers (CMA 32), représentée par Christian OLIÉ, président,
- l'Union Départementale de l'Artisanat Gersois (UDAG), représentée par Corine FAVAREL, présidente,
- Le Conseil National des Professions de l'automobile (CNPA), représenté par Jean-Louis PECH, président,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Dans son 10^{ème} programme d'intervention 2013-2018, l'Agence de l'Eau Adour Garonne a reconduit un programme d'action destiné à lutter contre la pollution dispersée issue des PME¹, des TPE et de l'artisanat. Dans ce contexte, elle est susceptible d'apporter sa participation financière pour la réalisation des opérations d'animation et d'accompagnement des petites entreprises ainsi que pour le financement des investissements visant la réduction de ces pollutions.

Dans ce cadre, l'objectif de l'opération collective est la maîtrise des rejets des entreprises raccordées au système d'assainissement de la ville d'Auch en vue de :

1. réduire les pollutions de type toxiques et/ou organiques susceptibles d'altérer le fonctionnement de la station d'épuration, des réseaux de collecte ainsi que la gestion ultime des sous-produits d'épuration,
2. de contribuer à la préservation de la qualité des eaux en évitant la dispersion de ces déchets dans le milieu naturel.

Le but de l'opération collective est donc de sensibiliser les petites entreprises à une meilleure gestion environnementale de leurs rejets et déchets et de les aider à réaliser les investissements nécessaires à leur maîtrise.

En conséquence, le présent contrat précise :

- le programme d'actions,
- les engagements des signataires,
- les modalités de suivi,
- les modalités de financement de l'opération collective.

¹ Il s'agit des PME définies par le règlement européen n°70.2001

Article 2 : Contexte, état des lieux et enjeux

A. Contexte

La Directive Cadre sur l'Eau fixe comme objectif l'atteinte du bon état des eaux et des milieux aquatiques à l'horizon 2015 ; ce bon état prend en compte les concentrations en substances dangereuses avec des objectifs de réduction voire de suppression et ce quel que soit l'état des cours d'eau. Ces objectifs sont repris, entre autres, dans le plan national relatif aux micropolluants.

Dans le cadre de cet objectif, le 10^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Adour Garonne affiche comme priorité, la lutte contre le déversement des pollutions toxiques et des substances dangereuses dans les réseaux d'assainissement conformément aux orientations du SDAGE Adour Garonne.

Pour une meilleure efficacité, l'Agence de l'Eau Adour Garonne a prévu :

1. de reconduire son dispositif d'aides financières destiné à lutter contre la pollution dispersée issue des PME¹, des TPE et de l'artisanat dans le cadre de démarches collectives sur des territoires à enjeux qui se définissent par le niveau de la pression toxique ou organique des petites entreprises combinée aux enjeux des masses d'eau ayant un objectif de retour au bon état d'ici fin 2015,
2. d'associer à ces opérations les collectivités gestionnaires des systèmes d'assainissement sur lesquels sont raccordées la majorité de ces petites entreprises en rappelant que l'Agence finance également les équipements en déchetterie pour l'accueil des déchets dangereux spécifiques (DDS).

L'objectif global de l'opération collective est d'accompagner les petites entreprises vers une meilleure gestion environnementale de leurs rejets et déchets et lorsque cela est nécessaire de les aider à mettre en place les équipements permettant de réduire les pollutions rejetées au milieu.

B. Problématique du territoire, état des lieux et enjeux

La gestion du service public de l'eau potable et de l'assainissement de la ville d'Auch se fait de la façon suivante :

- assainissement collectif : délégation à la société SAUR,
- assainissement non collectif : gestion en régie,
- eau potable : délégation à la société VEOLIA.

Le personnel communal affecté à la gestion de l'eau et l'assainissement se compose d'un ingénieur, de 3 techniciens et d'un agent administratif et financier.

Concernant les systèmes de collecte des eaux usées, la société SAUR assure les contrôles des entreprises raccordées au réseau de collecte des eaux usées. Ces contrôles consistent à vérifier les raccordements aux réseaux (*eaux usées et eaux pluviales*) au moyen de tests à la fumée et/ou d'inspections par caméra. Lorsque les eaux usées sont autres que domestiques,

le contrôleur vérifie également la présence d'installations de prétraitement et leur bon fonctionnement.

Pour le traitement des eaux usées, la commune d'Auch s'appuie sur la station d'épuration de Lamothe d'une capacité de 50 000 EH qui traite la totalité des eaux usées :

- d'Auch depuis octobre 1998,
- de Preignan depuis décembre 2007,
- de Pavie depuis octobre 2010,
- de Duran depuis octobre 2010,
- ainsi que les matières de vidange, graisses, matières de curage et boues.

22% des établissements du département du Gers soit **182 établissements** des secteurs d'activités des métiers de bouche, pressings / blanchisseries, ateliers de réparation d'engins à moteur et métiers de la chaîne graphique sont implantés **sur le territoire du système d'assainissement de la station d'épuration de Lamothe** ciblé par le présent contrat.

Sur ce territoire, le système d'assainissement (station et réseaux) présente des dysfonctionnements (présence de graisses, d'hydrocarbures dans les réseaux, qualité des effluents en sortie de station d'épuration, production anormale de boues de station,) préjudiciables au milieu récepteur. Les rejets de la station d'épuration s'effectuent dans le ruisseau de Laoubadère affluent du Gers, masse d'eau FRFR21115A ayant un objectif de bon état chimique en 2015 (*Cf. tableau de synthèse de l'état du milieu en annexe 2 du présent contrat*). Les arrêtés et des autorisations spéciales de déversement ont déjà été pris pour les hôpitaux, les imprimeurs, les blanchisseurs, et les plus grosses PME.

Aujourd'hui, dans le cadre du présent partenariat, la Ville d'Auch et la SAUR souhaitent orienter leurs actions vers les PME¹, TPE et l'artisanat. Parmi les établissements inscrits au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés, la ville d'Auch en regroupe 154 répartis de la manière suivante :

- 69 garages automobiles et assimilés ;
- 77 établissements des métiers de bouche ;
- 3 établissements des métiers de la chaîne graphique.
- 5 pressings ;

**Répartition des entreprises sur le territoire du système d'assainissement d'Auch
(Auch, Duran, Pavie, Preignan)**

	AUCH	DURAN	PAVIE	PREIGNAN	TOTAL
GARAGE	69	-	11	7	87
METIERS DE BOUCHE	77 dont 42 restaurants	-	6	2	85
IMPRIMEUR	3	1	2	-	6
PRESSING	5	-		-	5
TOTAL	154	-	19	9	182
Entreprises diagnostiquées au 9 ^e programme (avant le 31/12/2013)	30	-	2	1	33
Entreprises à diagnostiquer à partir de 2014	124	1	17	8	149
Dont garages et métiers de bouche à diagnostiquer	116	0	15	8	139

Depuis 2007, sur Auch, 30 entreprises dont 19 garages, 6 métiers de bouche, 3 pressings et 2 imprimeurs ont été diagnostiquées par la CMA, le CNPA et la CNAMS Midi Pyrénées ; 4 d'entre elles (3 garages automobiles et 1 pressing) ont investi dans des technologies propres ou des systèmes de prétraitement des rejets.
Depuis 2007, sur Pavie, Preignan et Duran, 2 garages ont été diagnostiqués sur Pavie et 1 sur Preignan.

Article 3 : Périmètre de l'action

A. Périmètre géographique

Le périmètre géographique du contrat de l'opération collective est composé du territoire du système d'assainissement de la station d'épuration de Lamothe décrit dans le paragraphe précédent soit les communes d'Auch, de Preignan, de Pavie et de Duran.

B. Secteurs d'activité concernés

L'action portera sur les métiers de bouche et les garages automobiles et assimilés soient **139** entreprises (33 ont déjà été diagnostiquées dans le cadre du IX^{ème} programme d'intervention de l'Agence), répartis de la manière suivante :

- Auch : 116 entreprises
- Pavie : 15 entreprises
- Preignan : 8 entreprises

1. Les secteurs relevant de la loi Warsmann² (loi du n° 2011-525 du 17 mai 2011) : au titre du présent contrat sont concernés les métiers de bouche et les pressings.

2. Les secteurs soumis à une autorisation/convention de déversement : au titre du présent contrat sont concernées les activités de l'impression et des garages automobiles et assimilés

3.

Article 4 : Programme d'action

Dans le cadre de l'opération collective, les partenaires s'engagent à mener des actions qui permettront la mise aux normes des rejets des entreprises raccordées.

L'opération vise les objectifs chiffrés suivants (cf. répartition en annexe 1) :

- ⇒ **139 diagnostics** à réaliser dans les petites entreprises ;
- ⇒ **139 arrêtés de déversement** complétés par des conventions spéciales si nécessaire ;
- ⇒ **47 dossiers de demande d'aide** aux travaux pour équipements des petites entreprises.

Le programme de communication s'appuiera sur la plaquette d'information de l'Agence.

A. Les actions engagées par la Collectivité

La Collectivité s'engage dans les actions suivantes :

- pilotage de l'opération,
- information/communication auprès des entreprises sur la réglementation en vigueur en matière de déchets dangereux et de rejets,
- élaboration des autorisations /conventions de déversement,
- mise à jour du règlement d'assainissement.

B. Les actions engagées par les partenaires (CMA du Gers, CNPA et UDAG)

La CMA, le CNPA et l'UDAG s'engagent dans les actions suivantes (cf. répartition en annexe 1) :

- information/communication auprès des entreprises sur la réglementation en matière de déchets dangereux et de rejets et sur les équipements aidés par l'Agence. Ceci comprend :
 - o des courriers d'information aux entreprises,
 - o des articles dans la presse locale et professionnelle pour promouvoir l'opération et les aides de l'Agence,
 - o des réunions d'information des entreprises pour 2 secteurs d'activité (mécanique et métiers de bouche) destinées à informer les entreprises sur les solutions existantes, les aides et témoigner sur les travaux réalisés et aidés,
- réalisation de diagnostics environnementaux dans les petites entreprises,
- pré-instruction des dossiers de demande d'aide pour les travaux à réaliser dans les petites entreprises diagnostiquées.

L'UDAG se positionne sur l'information des entreprises et organisera à cet effet avec les partenaires, une réunion pour les activités de mécanique (auto, moto, mécanique agricole) et une réunion pour les métiers de bouche sur la durée du programme. Elles porteront sur la recherche de système de pré traitement et de solutions proposées aux artisans et présentées par les partenaires du présent contrat. Des témoignages d'entreprises ayant réalisé des travaux sont prévus.

Le conseiller environnement de la CMA, assure le secrétariat de l'opération, effectue les diagnostics pour les métiers de bouche, les garages automobiles, motocycles et mécanique agricole. Il assurera la rédaction d'articles presse pour promouvoir l'action et les aides accordées par l'agence aux entreprises.

Le conseiller environnement du CNPA intervient sur les garages automobiles et motocycles.

Article 5 : Coordination, animation et suivi de l'opération

Les signataires s'engagent à mettre en place un comité de pilotage pour assurer l'animation et le suivi opérationnel du présent contrat.

Ce comité sera constitué des partenaires de l'opération, des représentants de la collectivité et des autres communes raccordées à savoir Duran, Pavie et Preignan et de l'Agence de l'eau.

Pour permettre le suivi des opérations, un bilan annuel des objectifs opérationnels présentés à l'article 4 sera réalisé sur la durée du contrat ainsi qu'à la fin de l'opération (voir article 7).

L'animation et le secrétariat du comité seront assurés par la CMA du Gers. A ce titre, elle:

- organise la réunion de lancement de la démarche,
- organise et anime le comité de pilotage et les réunions techniques,
- collecte les informations nécessaires au suivi de l'opération,
- suit l'enveloppe budgétaire allouée au titre du présent contrat,

- organise le plan de communication /d'information avec les autres signataires auprès des entreprises ciblées,
- réalise les bilans annuels ainsi que le bilan final de l'opération (Cf. article 7)

Le comité de pilotage se réunira, à minima, 1 fois par an.

Les signataires réaliseront également des réunions techniques concernant les interventions menées dans les entreprises. Elles sont destinées à :

- mettre en place et suivre les diagnostics des entreprises,
- suivre les travaux et actions réalisés et les demandes d'aides,
- suivre la mise en place des autorisations de déversement.

Article 6 : Mesure de l'efficacité de l'opération

Le bilan annuel des opérations présenté au comité de pilotage permettra de faire le point sur les actions en cours et d'en mesurer l'efficacité par le suivi des indicateurs suivants :

- Taux de diagnostics réalisés en entreprise,
- Nombre de mise en conformité (hors dossier d'investissement) : entretien des équipements, mise en place de rétentions, réalisation de travaux non éligibles, mise en place de collecte et élimination des déchets par un collecteur agréé, acquisition de technologies propres, mise en place de bonnes pratiques.
- Nombre et montant des travaux engagés au sein des petites entreprises,
- Taux de réalisation de l'application de la loi Warsmann 2 (rédaction du règlement d'assainissement et des annexes techniques et contrôle si nécessaire),
- Nombre d'autorisations et /ou de conventions de rejet signées,
- Tonnage de déchets dangereux aidés par l'Agence.

Article 7 : Bilan final de l'opération

Un bilan de fin d'opération sera réalisé 2 mois avant la date de fin du présent contrat. Ce bilan sera établi sur les bases des objectifs opérationnels définis à l'article 4.

Article 8 : Modalités d'attribution de l'aide

Les modalités d'intervention de l'Agence sont celles qui s'appliquent au 10^{ème} programme.

Les coûts et modalités du financement prévisionnel des actions de l'opération sont décrits dans l'annexe 1.

Article 9 : Modalités de versement de l'aide

Les modalités de versement de l'aide sont présentées dans la convention d'aide du bénéficiaire.

Article 10 : Durée du contrat – Modalités de révision

Le présent contrat est applicable par les parties pour une durée de 5 ans soit jusqu'au 31/12/2018. A l'initiative d'une ou des parties, le présent contrat est modifiable par voie d'avenant signé entre les parties.

La résiliation par une ou des parties du contrat avant son terme, entrainera l'annulation des aides qui n'auront pas donné lieu à présentation des justificatifs pour paiement.

Annexe au contrat

- Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel du plan d'action
- Annexe 2 : Etat des lieux du territoire visé dans le contrat

En cas de désaccord, la résiliation du contrat sera prononcée sans indemnité de préjudice avec un préavis de 3 mois.

A, le/...../.....

Le représentant de la commune d'Auch

Lu et approuvé

Le représentant de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Gers

Lu et approuvé

Le représentant de l'Union Départementale de l'Artisanat Gersois

Lu et approuvé

Le représentant de la Conseil National des Professions de l'Automobile

Lu et approuvé

Le représentant de l'agence de l'eau Adour-Garonne

Lu et approuvé

Annexe 1 : Plan de financement prévisionnel du plan d'action sur 5 ans

	Maitrise d'ouvrage	action	Nb jours	Montant prévisionnel	Aide prévisionnelle de l'Agence de l'eau
communication/ information	CMA	- Courrier d'information commun aux entreprises avec questionnaire → (0.5j/signataire) : 4 courriers sur le programme à partir de 2015 soit 2 j au total - articles presse locale commun pour promouvoir l'action – portrait d'entreprises aidées → (0.25j/article) : 4 articles presse sur le programme soit 1 j au total - réunion d'information des entreprises communes sur la recherche de prétraitement et de solutions d'équipements aidés → (1 j/signataire/réunion) : 1 réunion pro mécanique + 1 réunion pro métiers de bouche sur le programme soient 2 réunions soient 2 j	5	2 250	1 125
	CNPA	- Courrier d'information commun aux entreprises avec questionnaire → (0.5j/signataire) : 4 courriers sur le programme à partir de 2015 soit 2 j au total - réunion d'information des entreprises communes sur la recherche de prétraitement et de solutions d'équipements aidés → (1 j/signataire/réunion) : 1 réunion pro sur le programme soit 1j	3	1 350	675
	UDAG	- Courrier d'information commun aux entreprises avec questionnaire → (0.5j/signataire) : 4 courriers sur le programme à partir de 2015 soit 2 j au total - réunion d'information des entreprises communes sur la recherche de prétraitement et de solutions d'équipements aidés → (1 j/signataire/réunion) : 1 réunion pro mécanique + 1 réunion pro métiers de bouche sur le programme soient 2 réunions soient 2 j au total	4	1 800	900
Diagnostics dans les petites entreprises	CMA	112 diagnostics « déchet et rejet » → (1 j/diag) soient 112 j au total	112	50 400	25 200
	CNPA	27 diagnostics « déchet et rejet » (garages) → (1 j/diag) soient 27 j au total	27	12 150	6 075
Constitutions des dossiers de demande d'aide aux travaux dans les petites entreprises	CMA	37 dossiers d'investissement → (1 j/dossier) soient 37 j au total	37	16 650	8 325
	CNPA	10 dossiers d'investissement → (1 j/dossier) soient 10 j au total	10	4 500	2 250
Coordination/ suivi de	CMA	- participation aux réunions techniques et comité de pilotage - 11 réunions techniques :	26.5	11 925	5 962.50

l'opération		<ul style="list-style-type: none"> - 2014 : 3 réunions - à partir de 2015 : 2 réunions/ an - 4 comités de pilotage (1^{er} comité en 2015) <p>→ 0.5j/signataire/réunion, 15 réunions soient <u>7.5 j au total</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - animation et secrétariat <ul style="list-style-type: none"> - préparation et coordination des réunions techniques et du comité de pilotage <p>→ 1j / réunion soient <u>15 j au total</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse et synthèse des questionnaires accompagnant le courrier d'information sur la gestion des rejets et déchets dangereux, retournés par les entreprises <p>→ 1j/ mailing d'information soient 4 sur le programme soit <u>4j au total</u></p>			
	CNPA	<ul style="list-style-type: none"> - participation aux réunions techniques et comité de pilotage <ul style="list-style-type: none"> - 11 réunions techniques : <ul style="list-style-type: none"> - 2014 : 3 réunions - à partir de 2015 : 2 réunions/ an - 4 comités de pilotage (1^{er} comité en 2015) <p>→ 0.5j/signataire/réunion, 15 réunions soient <u>7.5 j au total</u></p>	7.5	3 375	1 687.50
	UDAG	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux réunions techniques et comité de pilotage <ul style="list-style-type: none"> - 2014 : 3 réunions techniques - 4 comités de pilotage (1^{er} comité en 2015) <p>→ 0.5j/signataire/réunion, 7 réunions soient <u>3,5j au total</u></p>	3.5	1 575	787.50
Montant HT	CMA		180.5 j	81 225	40 612.50
Montant HT	CNPA		47.5 j	21 375	10 687.50
Montant HT	UDAG		7.5 j	3 375	1 687.50
Montant Total HT	TOTAL		235.5 j	105 975	52 987.50

Annexe 2 : Etat des lieux du territoire visé dans le contrat

Nom de la STEP	Numéro de la STEP	Capacité (éq-hab.)	% Domestique	Type de station	Milieu récepteur rejet STEP	Code masse d'eau (ME)	Etat écologique de la ME	Etat chimique de la ME	Objectifs (BP = Bon Potentiel, BE = Bon Etat)	RSDE (PEC/NQE >1)	Communes raccordées	BV pluvial	Nuisances constatées
LAMOTHE	32013V006	50 000	70	Boues activées	Laoubadère → le Gers du confluent du sousson au confluent de l'Arçon (inclus)	FRFR215A	Mauvais	bon	BP écologique 2021 BE Chimique 2015		Auch (100%) Preignan (100%) Pavie (100%) Duran (100%)	mise à jour du schéma directeur eaux pluviales en 2014-2015	Odeurs H2S centre ville, graisses, odeurs hydrocarbures

IV - HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

1. CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ALOEJEG (ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES DANS LE GERS), LA COMMUNE, LE DEPARTEMENT ET LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU GERS

Depuis 2005, l'ALOEJEG était chargée de la gestion de l'hébergement des apprentis de l'Ecole des Métiers du Gers dans les locaux situés, de façon provisoire, 4 place Patrice Brocas à Auch.

Avec l'ouverture sur le site de la Caserne Espagne de la nouvelle Résidence Sociale-Habitat Jeunes « Le Noctile », en septembre 2013, l'association ALOJEG est désormais en mesure d'inscrire le logement du public « apprentis » dans une organisation structurée et pérenne.

Dans ce nouveau contexte et afin de favoriser la poursuite de cette mission d'accueil et d'hébergement, l'ALOEJEG, le Département du Gers, la Ville d'Auch et la Chambres de Métiers et de l'Artisanat du Gers sont convenus d'actualiser le partenariat existant, dans le cadre d'une nouvelle convention.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil municipal :

- d'APPROUVER le contenu de la convention à intervenir, précisant les modalités de la mise en œuvre de la solution d'hébergement ;
- d'APPROUVER le versement d'une subvention de fonctionnement de 12 408 €, en remplacement d'une mise à disposition par la commune d'un agent d'entretien à mi-temps, pour les années 2014 et 2015 ;
- d'AUTORISER M. le Maire ou son représentant à signer cette convention et les éventuels protocoles de reconduction à intervenir, ainsi que toutes les pièces afférentes.



Association pour le Logement des Jeunes dans le Gers
Résidence Sociale-Habitat Jeune « Le Noctile »

2 Ter Rue du 8 mai - 32000 AUCH
☎ : 05. 62. 64. 02. 32 / Fax : 05 62 05 82 30
mail : contact.noctile@alojeg.fr

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

L'Association pour le Logement des Jeunes dans le Gers -ALOJEG-, dont le siège social est situé 2 Ter Rue du 8 Mai à Auch, représentée par M. Roger LAGRANGE, en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **ALOJEG** »

d'une part,

Et

Le Département du Gers, représenté par M. Jean-Pierre PUJOL, en qualité de Président, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2014

La Commune d'Auch, représentée par M. Franck MONTAUGE, en qualité de Maire, dûment autorisé par délibération du conseil municipal du

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers, représentée par M. Christian OLIE, en qualité de Président,

Ci-après dénommés *les « institutions partenaires »*

d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Convention de Partenariat, signée le 5 novembre 2003, dans le cadre d'une Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) avec maîtrise d'ouvrage portée par l'URFJT Midi Pyrénées, avait pour objet la création d'une association locale, chargée de l'accueil et du logement des jeunes sur l'agglomération auscitaine et le département du Gers, ainsi que la mise en place d'une solution provisoire pour l'hébergement des apprentis de l'Ecole des Métiers du Gers.

Cette organisation provisoire a été mise en œuvre, durant la période 2003-2013, dans le cadre d'un partenariat avec le Conseil Général du Gers, la commune d'Auch, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers et son CFA.

Constituée le 21 octobre 2004, l'association locale, dénommée ALOJEG, a pris en charge le 1^{er} septembre 2005 la gestion de l'hébergement provisoire des apprentis dans les locaux, situés 4, place Patrice Brocas à Auch.

Avec l'ouverture sur le site de la Caserne Espagne à Auch de la nouvelle Résidence Sociale-Habitat Jeunes « Le Noctile », en septembre 2013, l'association ALOJEG est désormais en mesure d'inscrire le logement du public « apprentis » dans une organisation structurée et pérenne.

Dans ce nouveau contexte et afin de favoriser la poursuite de cette mission d'accueil et d'hébergement, l'association gestionnaire ALOJEG, le Département du Gers, la Ville de Auch et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers sont convenus d'actualiser le partenariat existant, dans le cadre d'une nouvelle convention –objet des présentes-, qui remplacera celle établie en novembre 2003.

RAPPEL DES OBJECTIFS :

Pour ALOJEG, il s'agit de faire en sorte qu'il n'y ait pas de rupture d'offre de logements temporaires en hébergement semi collectif, notamment en faveur des apprentis de l'Ecole de Métiers du Gers,

Pour le CONSEIL GENERAL DU GERS et la MAIRIE d'AUCH, il s'agit de soutenir la solution de logements temporaires pour les jeunes et participer, dans leur domaine de compétence, à l'établissement d'une solution globale en faveur de l'accueil, de l'hébergement et de la mobilité.

Pour la CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DU GERS et son ECOLE DE METIERS, il s'agit :

- d'aider à une solution minimale au logement de ses apprentis, éléments de dynamisation du territoire gersois et de la région Midi-Pyrénées ;
- de soutenir un partenariat étroit avec l'association ALOJEG afin de rendre la solution d'hébergement optimale ;
- de participer activement à l'élaboration d'une solution globale propre à satisfaire un nombre important de besoins locaux pour l'hébergement des jeunes en adéquation avec une parfaite maîtrise des coûts.

Ces objectifs supposent une collaboration étroite des parties dans la mise en œuvre et le suivi d'une solution globale pour l'hébergement des jeunes sur Auch, notamment des apprentis de l'Ecole des Métiers du Gers.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet de la convention

Les institutions partenaires demandent à «**ALOJEG**», qui l'accepte, de proposer une solution globale et adaptée d'hébergement pour les apprentis durant l'année 2014. Elle s'engage, à cet effet, à accueillir au sein de la Résidence Sociale Habitat jeune « Le Noctile », sur le quota réservataire de 58 places, des jeunes âgés de 16/30 ans, inscrits au CFA d'Auch.

Article 2 : Gestion de la Résidence Sociale-Habitat jeune « Le Noctile »

La gestion de la résidence sera assurée par «**ALOJEG**», qui sera soutenue pour le développement du projet global par l'URHAJ Midi-Pyrénées, à laquelle elle est affiliée. L'effectif salarié d'«**ALOJEG**» comprend le Directeur de la structure, deux animateurs socio-éducatifs en charge de la gestion locative et de l'accompagnement des jeunes dans leur parcours résidentiel, une maîtresse de maison en charge de l'organisation et de la gestion de la vie quotidienne de la Résidence, un agent d'accueil et administratif, ainsi que deux surveillants de nuit.

Article 3 : Conditions de l'accueil et de l'hébergement des apprentis

L'hébergement des apprentis sera effectué dans les locaux de la Résidence Sociale-Habitat Jeunes « Le Noctile » située 2ter rue du 8 Mai, comprenant 28 chambres doubles et 2 chambres individuelles soit 58 lits.

L'accueil est prévu en priorité du lundi au vendredi, sur les 41 semaines d'ouverture de l'Ecole de Métiers, du 01 janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Une navette transportera les apprentis du logement à l'Ecole des Métiers de Pavie le matin vers 7H50 et les ramènera de l'Ecole de Métiers au logement le soir vers 17h.

Les repas de midi sont prévus au self de l'Ecole de Métiers. Le soir, les apprentis disposent de deux cuisines collectives permettant la confection et la prise des repas. Certains logements étant équipés de kitchenette, les repas du soir pourront y être confectionnés par les apprentis selon des règles strictes prévues dans le règlement de fonctionnement.

Tout incident significatif provoqué par un apprenti, notamment en cas de non-respect du règlement de fonctionnement de la résidence, sera traité par l'équipe socio-éducative et le Directeur de la Résidence et ce, en étroite collaboration avec le Directeur de l'Ecole de Métiers.

Le Directeur de la Résidence a qualité pour refuser l'accueil d'un jeune, dont la présence dans le foyer serait cause de perturbations ou d'insécurité pour le collectif des jeunes mineurs. Une caution de 150 euros sera demandée à l'entrée dans le logement.

Les réservations des chambres seront faites par l'Ecole de Métiers le lundi matin, en tenant compte des décisions d'exclusion prises et notifiées par le Directeur. Les chèques de règlement seront transmis au service comptable de la Résidence au début de chaque trimestre.

Dans l'intérêt de chacun, des ajustements ultérieurs au niveau du fonctionnement pourront être recherchés, en concertation entre le Directeur de l'Ecole de Métiers et la direction de la structure.

Article 4 : Engagements de l'association ALOJEG

« *ALOJEG* » se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son activité. En outre, elle fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales ; de telle sorte que *les institutions partenaires* ne puissent être recherchées ou inquiétées en aucune façon à ce sujet.

Elle s'engage à transmettre pour information la présente convention au propriétaire de l'immeuble abritant la Résidence.

« *ALOJEG* » tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Article 5 : Contrôle de la mission confiée à l'association ALOJEG

Les institutions partenaires pourront procéder à tout contrôle ou investigation qu'elles jugeront utile tant directement que par l'intermédiaire de personnes ou organismes, dûment mandatés par elles, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par « *ALOJEG* » et du respect de ses engagements.

Toute modification des statuts, de l'organisation et des conditions de fonctionnement de l'association devra être signalée aux *institutions partenaires*.

« ALOJEG » s'engage à fournir à chacune des *institutions partenaires* dans le mois qui suit son approbation par l'Assemblée générale les rapports financiers et d'activité, décrivant les actions socio-éducatives de la Résidence.

Article 6 : Responsabilité, assurances

Les activités d'« ALOJEG », gestionnaire de la Résidence Sociale-Habitat Jeunes « Le Noctile », effectuées dans le cadre de la présente convention, sont placées sous sa responsabilité exclusive.

« ALOJEG » répondra seule des dommages pouvant survenir du fait de son activité et devra, à ce titre souscrire tout contrat d'assurance la garantissant à cet effet.

La responsabilité des *institutions partenaires* ne pourra à aucun moment être recherchée.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle couvrira l'exercice allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

Article 8 : Coût et financement de la solution d'hébergement des apprentis

Le coût global de la mise en œuvre de la solution d'hébergement des apprentis pour l'exercice de l'année 2014 a été évalué à 321 769,78 €.

Les participations financières pour l'équilibre de gestion sont :

- Pour le Département du Gers, une subvention de fonctionnement de 10 000 €.
- Pour la Commune d'Auch, une subvention de fonctionnement de 12 408€, en remplacement d'une mise à disposition d'un agent d'entretien à mi temps.
- Pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers et de l'Ecole de Métiers,
 - Une participation active au remplissage de la capacité d'hébergement mis à disposition des apprentis (capacité maximale 58 apprentis par semaine) de manière à garantir l'équilibre budgétaire de la structure.
 - Une subvention d'exploitation de 30 000 €.

Article 9 : Modalités de règlement des participations financières

Le règlement des sommes à ALOJEG par les différentes parties prenantes à cette convention se fera par virement bancaire ou par chèque sur le compte bancaire

Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées

ALOJEG, 2 Ter Rue du 8 Mai 32000 AUCH

c/Ets 13135 – c/guichet 00080 – n/compte 08106261102 – c/RIB 66

selon des modalités propres à chaque partenaire qui seront formalisées ultérieurement.

Article 10 : Modification du contenu de la convention

Toute modification des termes de la présente convention devra avoir reçu l'accord des instances de chacun des cosignataires et être ratifiée par un avenant à la présente convention.



Article 11 : Résiliation de la convention

La résiliation de cette convention par l'une ou l'autre des parties devra être précédée d'un préavis de deux mois.

Article 12 : Règlement des litiges

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Pau sera seul compétent.

Fait à Auch, le... 18/02/2014.....

<p>Pour le Département du Gers, Le Président,</p> <p>Jean-Pierre PUJOL</p>	<p>Pour la commune d'Auch Le Maire,</p> <p>Franck MONTAGÉ</p>
<p>Pour la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Gers, Le Président,</p> <p>Christian OLIÉ</p> 	<p>Pour l'Association ALOJEG Le Président,</p> <p> Association pour le Logement des Jeunes dans le Gers 2 TER Rue Du 8 Mai 32000 AUCH Tél : 05 62 64 02 32 Siret : 483 181 683 00014</p> <p>Roger LAGRANGE</p>

IV - HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

2. POURSUITE DE L'AIDE A LA RENOVATION DE FAÇADES

Le conseil municipal a décidé, par délibération du 30 juin 2014, de poursuivre son action en faveur de la rénovation des façades conformément aux conditions définies dans le règlement de l'opération, et selon les deux modalités d'aides suivantes :

- dans le périmètre général, le taux de subvention est fixé à 20% pour un montant de travaux subventionnables plafonné à 95 €/m² TTC;
- dans le périmètre prioritaire, le taux de subvention est fixé à 20% pour un montant de travaux subventionnables plafonné à 190 €/m² TTC.

Il est proposé au conseil municipal,

- d'ALLOUER au propriétaire de l'immeuble mentionné ci-après une aide à la rénovation des façades.

Bénéficiaire	Adresse façade	Montant TTC des travaux subventionnables	Subvention Prévue
Association Diocésaine d'Auch	13 rue du Docteur Samalens	Première tranche : 169 024,00 €	Première tranche : 33 804,80 €
		Deuxième tranche : 228 893,00 €	Deuxième tranche : 45 778,60 €
		Total : 397 917,00 €	Total : 79 583,40 €

Le versement de cette aide interviendra sur présentation des justificatifs des travaux réalisés (factures) et après visite de conformité des services compétents (Services Techniques Municipaux, Maison du Logement).

IV - HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

3. 5^{EME} OPAH RU - RENOVATION DE FAÇADES 4^{EME} ATTRIBUTION 2014 (SEPTEMBRE)

Dans le cadre de la 5^{ème} Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Renouvellement Urbain à volet énergie -2009/2014-, le conseil municipal a décidé, par délibération 2 juillet 2009, de renforcer son action en faveur de la rénovation des façades. Pour ce faire, un nouveau périmètre prioritaire englobant les places majeures du cœur de ville a été déterminé.

Dans le périmètre général, le taux de subvention est fixé à 20% et plafonné à 95 € / m² TTC.

Dans le périmètre prioritaire, le taux de subvention est fixé à 20% et plafonné à 190 € / m² TTC.

Cette action s'inscrit pleinement dans la démarche de réhabilitation et de valorisation du patrimoine auscitain, mise en œuvre par la Ville d'Auch dans le cadre de sa politique globale d'aménagement urbain.

Il est proposé au conseil municipal,

- d'ALLOUER aux propriétaires des immeubles mentionnés ci-après une aide à la rénovation des façades.

Bénéficiaire	Adresse façade	Montant TTC des travaux subventionnables	Subvention Prévue
M. Edouard ROGER	40 rue de Metz	14 250,00 €	2 850,00 €
Mme Bernadette FAGET	9 rue du Tapis Vert	20 720,93 €	4 144,19 €

Le versement de ces aides interviendra sur présentation des justificatifs des travaux réalisés (factures) et après visite de conformité des services compétents (Services Techniques Municipaux, Maison du Logement).

IV - HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

4. 5^{EME} OPAH RU : AIDES AUX PROPRIETAIRES OCCUPANTS MODESTES, TRES MODESTES ET «TRAVAUX D'ADAPTATION» 4^{EME} ATTRIBUTION 2014 (SEPTEMBRE)

Dans le cadre de la 5^{eme} Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU), le Conseil Municipal a décidé, par délibération du 16 décembre 2010, d'aider les propriétaires occupants modestes et très modestes à financer des travaux d'amélioration de leur logement, situés sur tout le territoire de la commune en attribuant :

- une aide complémentaire de 5% pour tous les logements recevables aux aides de l'ANAH
- une aide complémentaire de 10% pour les travaux d'adaptation recevables aux aides de l'ANAH
- une aide complémentaire de 1 000 €/logement à la prime ASE, attribuée dans le cadre du FART pour tous les logements des PO, non bénéficiaires de l'aide de la Région Midi-Pyrénées (éco-chèque logement).

Il est proposé au conseil municipal,
dans le cadre de la 5^{eme} OPAH de renouvellement urbain

- d'ALLOUER aux propriétaires des immeubles mentionnés ci-après les aides détaillées dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaires	Adresse de l'immeuble	Montant H.T. des travaux retenus par l'ANAH	Nature des travaux	Subvention municipale 5% et/ou 10%	Majoration prime ASE
Mme Mireille PAIN	36 rue du Professeur Ramon	7 260,39 €	Isolation des murs par l'extérieur.	363,02 €	Eco-chèque
Mme Laure VILLAMOT	15 rue Eugène Sue - Résidence Mathalin - Bâtiment C	13 376,44 €	Remplacement des menuiseries, de la chaudière gaz et pose d'une Ventilation Mécanique Répartie (VMR).	668,82 €	Eco-chèque
Mme Marie-Thérèse LABADENS	9 rue des Bergeronnettes	14 714,16 €	Remplacement des menuiseries, de la chaudière et installation d'une Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC).	735,71 €	Eco-chèque
Mme Cécile GARNIER et M. Gilles ARNOUX	93 rue Victor Hugo	20 000,00 €	Installation d'une Pompe A Chaleur (PAC) air/eau, isolation des combles et remplacement des menuiseries.	1 000,00 €	Eco-chèque
Mme Elise BAURENS	8 rue du Professeur Ramon	9 249,45 €	Remplacement des menuiseries, installation d'une VMR et isolation du mur donnant sur la cage d'escalier.	462,47 €	1 000,00 €
Mme et M. Yvette et Hubert MAZZER	Hourtané - Chemin de Gaouère	11 816,30 €	Installation d'une PAC air/air, d'une VMC et d'un chauffe-eau thermodynamique.	590,82 €	Eco-chèque
Mme et M. Laetitia et Frédéric CAMPAILLA	4 rue du Docteur Capuron	14 489,93 €	Installation d'une PAC air/air, remplacement de la porte d'entrée, isolation du plancher donnant sur le garage et des murs extérieurs (chambre et buanderie au rez-de-chaussée).	724,50 €	Eco-chèque
Mme et M. Karine et Noël CLARK	32 rue François Villon	4 347,87 €	Remplacement de la chaudière gaz, installation d'une programmation centrale et d'une PAC air/air.	217,39 €	Eco-chèque

Mme Caroline LUCK	18 rue St Jacques	12 245,45 €	Isolation des combles, des murs et du plancher donnant sur le garage, remplacement de la porte d'entrée et de deux fenêtres, extension du chauffage central au rez-de-chaussée et mise en place d'une régulation.	612,27 €	Eco-chèque
Mme Marie-Joëlle GALLINA-SCHMITT	23 rue François Villon	20 000,00 €	Installation d'un poêle à bois, remplacement des menuiseries avec pose de volets roulants et isolation du plancher donnant sur le sous-sol.	1 000,00 €	Eco-chèque
M. Fernand LAGARDE	Chemin de Hourtané	20 000,00 €	Isolation des combles, remplacement des menuiseries et de la chaudière gaz, installation d'une VMC et d'un chauffe-eau thermodynamique.	1 000,00 €	Eco-chèque
M. Alain PICCIN	16 rue Gustave Flaubert	2 978,88 €	Remplacement de la baignoire par une douche à l'italienne.	297,89 € (10%)	-
Mme Paulette DUFFORT	17 chemin du Haut-Lieu	5 632,25 €	Installation d'une plateforme (élévateur monte-personne) d'accès à la maison.	563,23 € (10%)	-
Mme Martine PANCHERI	40 avenue des Pyrénées	4 848,64 €	Réfection de la couverture et isolation des combles.	242,43 €	Eco-chèque
M. Jean-François FAUTRIER	5 bis quai Lissagaray	20 000,00 €	Isolation de la toiture, remplacement des menuiseries et installation de fenêtres de toit, pose d'un nouveau circuit de distribution, de trois radiateurs et d'une VMC.	1 000,00 €	Eco-chèque
Mme et M. Josette et Sylvestre RICHIERO	16 chemin de Landon	2 792,23 €	Suppression de la baignoire et installation d'une douche à l'italienne.	279,22 €	-

Le versement de ces aides interviendra sur présentation des justificatifs des travaux réalisés (factures) et après visite de conformité des services compétents (ANAH, Maison du Logement).

IV - HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL

5. 5^{EME} OPAH RU : AIDES AUX PROPRIETAIRES BAILLEURS POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS CONVENTIONNES SOCIAUX ET TRES SOCIAUX 3^{EME} ATTRIBUTION 2014 (SEPTEMBRE)

Dans le cadre de la 5^{eme} Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU), le conseil municipal a décidé par délibération du 16 décembre 2010 et du 16 décembre 2013, d'aider les propriétaires bailleurs à financer l'amélioration énergétique de leurs logements et la réhabilitation de logements dégradés et très dégradés :

- en majorant de 10 % l'aide versée par l'ANAH,
- en attribuant une éco-prime de 3 000 €/logement (en cas d'amélioration de la performance énergétique).

Il est proposé au conseil municipal,
dans le cadre de la 5^{eme} OPAH de renouvellement urbain

- d'ALLOUER aux propriétaires des immeubles mentionnés ci-après les aides détaillées dans le tableau ci-dessous :

Bénéficiaires	Adresse de l'immeuble	Montant H.T. des travaux retenus par l'ANAH	Nature des travaux	Subvention à verser par la Ville	Subvention à verser par la Ville
				Taux 10%	Eco-prime
M. Jean-Michel ROUFFILANGE	18-20 avenue Hoche et 3 rue Lafourcade	341 285,55 €	Rénovation d'un immeuble de 7 logements	34 128,55 €	21 000,00 €
Mme et M. Claudie et Angel PANONT	1 rue Arnaud de Moles	202 652,03 €	Rénovation d'un immeuble de 4 logements	20 265,20 €	12 000,00 €
Mme Dominique LHOSTE-RESCLAUSE	48 avenue de l'Yser	84 736,18 €	Amélioration énergétique de 3 appartements	8 473,62 €	9 000,00 €

Le versement de ces aides interviendra sur présentation des justificatifs des travaux réalisés (factures) et après visite de conformité des services compétents (ANAH, Maison du Logement).

V - SPORTS ET LOISIRS

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES - PROGRAMME SPORT ET SANTE -

Il est proposé au conseil municipal :

- d'ATTRIBUER aux associations, qui ont encadré une manifestation dans le cadre du programme « sport & santé », les aides suivantes :

Evad'sport du 25 avril 2014 :

. 31,00 € pour l'Arc auscitain

Journée scolaire du 23 mai 2014 :

. 108,50 € pour le Pop Circus

Journée grand public du 24 mai 2014 :

. 91,00 € pour l'Aviron club auscitain

. 91,00 € pour le club Auch karaté shotokan

. 91,00 € pour le club Yoseikan

. 91,00 € pour le club des retraités sportifs auscitains

. 91,00 € pour le club Automne

. 91,00 € pour Equilibr'encorps

. 139,50 € pour le Pop Circus

Samedi loisir du 28 juin 2014 :

. 46,50 € pour le Comité départemental d'Athlétisme